



Services de l'approvisionnement et des contrats

30, rue Victoria

Gatineau (Québec) K1A 0M6

proposition-proposal@elections.ca

DEMANDE DE PROPOSITION

Le soumissionnaire, tel qu'identifié ci-dessous, offre par la présente de vendre au directeur général des élections du Canada, ou toute autre personne autorisée à agir en son nom, aux conditions énoncées ou incluses par renvoi dans les présentes et aux annexes ci-jointes, les biens et services énumérés dans les présentes et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Nom du soumissionnaire :

Adresse :

N° de téléphone :

N° de télécopieur :

EN FOI DE QUOI, la proposition en réponse à cette demande de proposition a été dûment signée au nom du soumissionnaire par ses administrateurs dûment autorisés à cette fin.

signature du signataire autorisé

nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé

titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé

Date : _____

Bureau du directeur général des élections – N° du dossier :

ECPB-RFP-14-0599

Titre :

Impression des brochures de rappel et des notes d'avertissement

Date :

10 décembre 2014

Clôture de la demande de proposition :

Le 5 janvier 2015 à 14h00 (heure de Gatineau)

Adresser toute demande de renseignements à :

Bureau du directeur général des élections

Services de l'approvisionnement et des contrats

30, rue Victoria

Gatineau (Québec) K1A 0M6

proposition-proposal@elections.ca

À l'attention de :

Pascal Bouchard-Phillips

Conseiller Principal

Services de l'approvisionnement
et des contrats

N° de téléphone :

819-939-1488

Retourner les propositions à :

Unité de réception des propositions

À l'attention du Centre d'affaires

30, rue Victoria

Gatineau (Québec) K1A 0M6

LES PROPOSITIONS TRANSMISES À ÉLECTIONS CANADA PAR TÉLÉCOPIEUR OU PAR COURRIEL NE SERONT PAS ACCEPTÉES.

La présente demande de proposition (DP) contient les documents suivants :

Partie 1 – Renseignements généraux

Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires

Partie 3 – Préparation des propositions

Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection

Partie 5 – Exigences financières et autres exigences

Partie 6 – Contrat subséquent

Annexe A – Énoncé des travaux

Annexe B – Tableau de tarification

Annexe C – Conditions générales – Biens et services

Partie 7 – Critères d'évaluation techniques

Partie 8 – Critères d'évaluation financiers

Annexe A – Gabarit pour tableau de tarification de la proposition

Partie 9 – Attestations

Demande de proposition

ECPB-RFP-14-0599

Partie 1. Renseignements généraux

1.1 Code de conduite pour l'approvisionnement

1.1.1 Pour se conformer au [Code de conduite pour l'approvisionnement](#), les soumissionnaires doivent répondre aux demandes de proposition de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec précision de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans la DP qui inclut le contrat subséquent, présenter des propositions et conclure des contrats que s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.

1.1.2 Les soumissionnaires reconnaissent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certains actes ou infractions les rendra inadmissibles à l'attribution d'un contrat. Élections Canada déclarera une proposition non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations prévues à la présente section 1.1 sont faux, à quelque égard que ce soit. S'il est déterminé, après l'attribution du contrat, que le soumissionnaire a produit une fausse déclaration ou attestation, Élections Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la durée de tout contrat découlant de cette DP. Élections Canada peut vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, y compris les renseignements relatifs aux actes ou condamnations ici précisées, en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.

1.1.3 En présentant une proposition, le soumissionnaire atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées aux paragraphes 1.1.3 (a) ou (b) ne recevra un avantage en application d'un contrat découlant de cette DP. De plus, le soumissionnaire atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles ses droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes:

- (a) [Code criminel du Canada](#), L.R.C. 1985, ch. C-46 :
 - i. article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale);
 - ii. article 124 (Achat ou vente d'une charge);
 - iii. article 380 (Fraude commise à l'encontre de Sa Majesté);
 - iv. article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté);

- v. article 462.31 (Recyclage des produits de la criminalité);
- vi. articles 467.11 à 467.13 (Participation aux activités d'une organisation criminelle);

- (b) [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C. 1985, ch. F-11 :
 - i. alinéa 80(1)d (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport);
 - ii. paragraphe 80(2) (Fraude à l'encontre de Sa Majesté);
 - iii. article 154.01 (Fraude à l'encontre de Sa Majesté);
- (c) [Loi sur la concurrence](#), L.R.C. 1985, ch. C-34 :
 - i. article 45 (Complot, accord ou arrangement entre concurrents);
 - ii. article 46 (Directives étrangères);
 - iii. article 47 (Truquage des offres);
 - iv. article 49 (Accords bancaires fixant les intérêts, etc.);
 - v. article 52 (Indications fausses ou trompeuses);
 - vi. article 53 (Documentation trompeuse);
- (d) [Loi de l'impôt sur le revenu](#), L.R.C. 1985, c-1 :
 - i. article 239 (déclarations fausses ou trompeuses);
- (e) [Loi sur la taxe d'accise](#), L.R.C. 1985, ch. E-15 :
 - i. article 327 (déclarations fausses ou trompeuses);
- (f) [Loi sur la corruption d'agents publics étrangers](#), L.C. 1998, ch. 34 :
 - i. article 3 (Corruption d'agents publics étrangers);
- (g) [Loi réglementant certaines drogues et autres substances](#), L.C. 1996, ch. 19 :
 - i. article 5 (Trafic de substances);
 - ii. article 6 (Importation et exportation);
 - iii. article 7 (Production de substances).

1.1.4 Dans les cas où un pardon ou une suspension de casier a été obtenu, ou pour lesquels des droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, le soumissionnaire doit fournir avec sa proposition une copie des documents officiels le confirmant. Si cette documentation n'a pas été fournie d'ici la fin de l'évaluation des propositions, Élections Canada informera le soumissionnaire du délai dans lequel la documentation doit être fournie. À défaut de fournir la documentation demandée dans les délais prescrits, la proposition sera déclarée non recevable.

1.1.5 Les soumissionnaires reconnaissent qu'Élections Canada pourrait, à l'extérieur du cadre du présent processus de demande de proposition, conclure un contrat avec un fournisseur ayant été reconnu coupable de l'une des infractions énumérées aux paragraphes 1.1.3 (c) à (g), ou affilié avec une entité reconnue coupable de l'une des infractions énumérées aux paragraphes 1.1.3 (c) à (g), si la loi l'exige, à la suite d'une procédure judiciaire ou si Élections Canada

considère qu'il y a de l'intérêt public, notamment pour les raisons énoncées ci-dessous:

- (a) le contrat ne peut être exécuté que par une seule personne;
- (b) urgence;
- (c) sécurité nationale;
- (d) santé et sécurité;
- (e) préjudice économique.

Élections Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement.

- 1.1.6 En présentant une proposition, le soumissionnaire atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.
- 1.1.7 Aux fins de la présente DP, des entreprises, des organisations ou des particuliers sont des entités affiliées au soumissionnaire si, directement ou indirectement 1) le soumissionnaire ou l'entité contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire ou 2) un tiers a le pouvoir de contrôler le soumissionnaire et l'entité. Les indices de contrôle comprennent, notamment, une gestion ou une propriété interdépendante, la similitude d'intérêts parmi les membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée à la suite d'accusations portées ou de condamnations prévues à la présente section et dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires à ceux du soumissionnaire faisant l'objet d'accusations ou d'une condamnation, selon le cas.
- 1.1.8 Le soumissionnaire reconnaît et convient que les attestations prévues doivent demeurer en vigueur pendant la durée du contrat.

1.2 Définitions

À moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes définis dans le contrat s'appliquent dans cette DP.

1.3 Sommaire

Le directeur général des élections du Canada (« DGEC ») est un agent du Parlement et exerce la direction et la supervision générales de la tenue d'élections et de référendums au niveau fédéral. Le DGEC assure la direction du Bureau du directeur général des élections, communément appelé

Élections Canada.

1.3.1 Le besoin

(a) Contexte

Le Programme de rappel électoral est une campagne d'information auprès des électeurs menée par Élections Canada pour promouvoir et sensibiliser les électeurs au processus électoral. Il donne aux Canadiens des informations de base – où, quand et comment s'enregistrer et voter lors d'une élection.

Dans cet objectif, environ 14 600 000 brochures de rappel électoral seront imprimées et envoyées par la poste à la grandeur du Canada, à l'intérieur d'un échancier extrêmement serré. De plus, 15 000 brochures de rappel électoral seront envoyées au Nunavut par courrier prioritaire. L'entrepreneur doit également prévoir 400 000 unités en cas de besoins urgents.

(b) Brève description

Élections Canada demande les services d'impression et de préparation d'envois postaux d'un entrepreneur certifié FSC dans le but de produire, d'assembler, d'emballer et d'envoyer deux brochures de rappel électoral différentes (une pour le Nunavut et l'autre pour le reste du Canada) et trois feuilles d'instructions pour une ou deux élections. L'entrepreneur sera responsable de la coordination et de l'exécution de tout le projet, avec la collaboration d'Élections Canada et de Postes Canada.

1.3.2 Période du contrat

La durée du contrat sera de la date d'entrée en vigueur du contrat au 31 mars 2016.

Le soumissionnaire accorde à Élections Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat d'une période d'au plus cinq années, ou jusqu'au jour de scrutin de la 43^e élection fédérale (selon le premier cas qui survient), selon les mêmes modalités.

1.3.3 Exigence relative à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.3.4 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3.5 Programme de contrats fédéraux

Il y a un programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'embauche relié à cet approvisionnement. Veuillez vous référer à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent et à la Partie 9 – Attestations.

1.4 **Avis de communication**

À titre de courtoisie, Élections Canada demande au soumissionnaire retenu d'aviser au préalable l'autorité contractante de son intention de rendre publiques des annonces relatives à l'attribution du contrat.

1.5 **Compte rendu**

Une fois l'annonce du soumissionnaire retenu faite, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de proposition. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 20 jours civils, suivant la réception des résultats du processus de demande de proposition. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

Partie 2. Instructions à l'intention des soumissionnaires

2.1 **Instructions et conditions**

Les soumissionnaires qui présentent une proposition s'engagent à respecter les modalités de la présente DP et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent joint à la partie 6 de cette DP.

2.2 **Numéro d'entreprise – approvisionnement**

Les fournisseurs canadiens doivent avoir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) avant la date d'entrée en vigueur du contrat. Pour obtenir un NEA, les fournisseurs peuvent s'inscrire au système Données d'inscription des fournisseurs en visitant le site Web achatsetventes.gc.ca (<https://achatsetventes.gc.ca/pour-les-entreprises/vendre-au-gouvernement-du-canada/s-inscrire-comme-fournisseur>). Pour s'inscrire autrement que par Internet, les fournisseurs peuvent communiquer avec la LigneInfo au 1-800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de [l'agent d'inscription des fournisseurs](#) le plus près.

2.3 **Définition de soumissionnaire**

Aux fins de la présente DP, le terme « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une proposition pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme « soumissionnaire » ne comprend pas la

société mère, les sociétés filiales ou affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

2.4 Présentation des propositions

2.4.1 Élections Canada exige que le soumissionnaire ou son représentant autorisé remplisse et signe la première page de la DP et qu'il présente cette page avec sa proposition à l'heure de clôture de la DP. Si une proposition est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à la section 2.16. Si la première page de la DP n'est pas fournie avec la proposition du soumissionnaire, l'autorité contractante le demandera et le soumissionnaire doit fournir cette page dans les délais établis dans cette demande.

2.4.2 Il appartient au soumissionnaire :

- (a) de demander des précisions sur les exigences contenues dans la DP, au besoin, avant de déposer sa proposition;
- (b) de préparer sa proposition conformément aux instructions contenues dans la DP;
- (c) de déposer une proposition complète au plus tard à la date et à l'heure de clôture de la DP;
- (d) de faire parvenir sa proposition uniquement à l'Unité de réception des propositions d'Élections Canada, tel qu'indiqué à la page 1 de la DP. Ses bureaux sont ouverts de 8 h à 16 h 00 du lundi au vendredi, et sont fermés les jours fériés;
- (e) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro de la DP ainsi que la date et l'heure de clôture de la DP soient clairement indiqués sur l'enveloppe ou le colis contenant la proposition;
- (f) de fournir une proposition claire et suffisamment détaillée, contenant tous les renseignements demandés concernant les prix, afin de permettre une évaluation complète et conforme aux critères établis dans la DP.

2.4.3 Si Élections Canada a fourni aux soumissionnaires différents formats d'un même document qui fait partie de la DP (par exemple, un document téléchargeable à partir du Service électronique d'appel d'offres du gouvernement (SEAOG) peut également être offert sur CD-ROM par l'entremise du SEAOG), le format téléchargé à partir du SEAOG aura préséance. Si Élections Canada affiche une modification à la DP pour réviser tout document fourni aux soumissionnaires sous différents formats, Élections Canada ne mettra pas nécessairement à jour tous les formats en conséquence. Il appartient au soumissionnaire de s'assurer que les modifications apportées à la DP et affichées via le SEAOG sont reflétées dans les différents formats qui n'ont pas été révisés à la suite des modifications.

2.4.4 Les propositions seront valables pendant au moins 60 jours civils à compter de la date de

clôture de la DP. Élections Canada se réserve le droit de demander par écrit une prolongation de cette période à tous les soumissionnaires qui déposent des propositions recevables, dans un délai d'au moins trois (3) jours civils avant la fin de la période de validité des propositions. Si tous les soumissionnaires qui ont déposé des propositions recevables acceptent de prolonger cette période, Élections Canada continuera d'évaluer les propositions. Si cette prolongation n'est pas acceptée par tous les soumissionnaires qui ont déposé des propositions recevables, Élections Canada, à sa seule discrétion, continuera d'évaluer les propositions des soumissionnaires qui auront accepté la prolongation ou annulera la DP.

- 2.4.5 Les documents de proposition et les renseignements à l'appui peuvent être présentés en français ou en anglais.
- 2.4.6 Les propositions reçues à la date et à l'heure de clôture stipulées ou avant deviendront la propriété d'Élections Canada et ne seront pas retournées à leur expéditeur. Toutes les propositions seront traitées comme des documents confidentiels, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1 et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R.C. 1985, ch. P-21.
- 2.4.7 Sauf indication contraire dans la DP, Élections Canada évaluera uniquement la documentation qui accompagnera la proposition. Élections Canada n'évaluera pas l'information tels les renvois à des adresses de sites Web où l'on peut trouver de l'information supplémentaire, ou les manuels ou les brochures techniques qui n'accompagnent pas la proposition.
- 2.4.8 Une proposition ne peut pas être cédée ou transférée, que ce soit en tout ou en partie.

2.5 Proposition par télécopieur et courrier électronique

- 2.5.1 Les propositions transmises par télécopieur ou par courrier électronique à l'intention d'Élections Canada ne seront pas acceptées.

2.6 Propositions déposées en retard

Élections Canada retournera à l'expéditeur les propositions livrées après la date et l'heure de clôture stipulées, à moins que ces propositions ne soient considérées comme des propositions retardées selon les circonstances énoncées à la section 2.7.

2.7 Propositions retardées

- 2.7.1 Une proposition livrée à l'Unité de réception des propositions après la date et l'heure de clôture, mais avant l'annonce du soumissionnaire retenu ou la conclusion du contrat, peut être prise en considération, à condition que le soumissionnaire puisse prouver que le retard est dû uniquement à un retard de livraison dont la Société canadienne des postes (SCP) (ou l'équivalent national d'un pays étranger) est responsable. On ne considère pas que Purolator Inc. fait partie de la SCP pour l'application de la présente section. Les seules preuves

acceptées par Élections Canada pour justifier un retard du service de la SCP sont les suivantes :

- (a) un timbre à date d'oblitération de la SCP;
- (b) un connaissance de Messageries prioritaires de la SCP;
- (c) une étiquette Xpresspost de la SCP;

qui indique clairement que la proposition a été postée avant la date de clôture.

2.7.2 Élections Canada n'acceptera pas les propositions qui sont reçues en retard en raison d'une erreur d'acheminement, du débit de circulation, de perturbations météorologiques, de conflits du travail ou d'autres motifs.

2.7.3 Le timbre de machine à affranchir, qu'il soit apposé par le soumissionnaire, la SCP ou le service postal d'un pays étranger, ne constitue pas une preuve que la proposition a été expédiée à temps.

2.8 Dédouanement

Le soumissionnaire a la responsabilité de prévoir un délai suffisant pour obtenir un dédouanement, lorsqu'il y a lieu, avant la date et l'heure de clôture de la demande de proposition. Les retards dus à l'obtention d'un dédouanement ne peuvent être considérés comme des « retards imprévus dus au service postal » et ne seront pas admis selon la section 2.7.

2.9 Capacité juridique

Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de passer un marché. Si le soumissionnaire est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande de l'autorité contractante, une déclaration et toutes les pièces justificatives demandées indiquant les lois en vertu desquelles l'entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si le soumissionnaire est une coentreprise.

2.10 Droits d'Élections Canada

Élections Canada se réserve le droit :

- (a) de rejeter l'une quelconque ou la totalité des propositions reçues en réponse à la DP;
- (b) de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur proposition;
- (c) d'accepter une proposition en totalité ou en partie, sans négociation;

- (d) d'annuler la DP à n'importe quel moment;
- (e) de publier de nouveau la DP;
- (f) si aucune proposition recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, de publier de nouveau la DP en invitant uniquement les soumissionnaires qui avaient présenté une proposition à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par Élections Canada;
- (g) de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une proposition recevable pour s'assurer qu'Élections Canada profitera du meilleur rapport qualité-prix.

2.11 Rejet d'une proposition

2.11.1 Élections Canada peut rejeter une proposition dans l'un des cas suivants :

- (a) le soumissionnaire déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;
- (b) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration, ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposées, à la satisfaction d'Élections Canada, à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans la proposition;
- (c) des preuves à la satisfaction d'Élections Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
- (d) Élections Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat attribué au soumissionnaire ou à l'un quelconque de ses employés ou sous-traitants proposés dans la proposition;
- (e) Élections Canada estime que le rendement du soumissionnaire en vertu d'autres contrats, notamment l'efficacité et la qualité dans l'exécution des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle le soumissionnaire a respecté ces contrats dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère comme incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la DP.

2.11.2 Dans le cas où Élections Canada a l'intention de rejeter une proposition conformément à la sous-section 2.11.1, l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de 10 jours civils pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision

définitive sur le rejet de la proposition.

2.11.3 Élections Canada se réserve le droit de procéder à un examen plus approfondi, en particulier lorsque plusieurs propositions provenant d'un seul soumissionnaire ou d'une coentreprise sont reçues en réponse à une demande de proposition. Élections Canada se réserve le droit :

- (a) de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des propositions présentées par un seul soumissionnaire ou par une coentreprise si l'inclusion de ces propositions dans le processus d'évaluation risque de compromettre l'intégrité et l'impartialité du processus;
- (b) de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des propositions présentées par un seul soumissionnaire ou une coentreprise si l'inclusion de ces propositions dans le processus d'approvisionnement risque de fausser les résultats de l'évaluation, menant à des résultats qui n'auraient pas raisonnablement été attendus dans les conditions existantes du marché ou qui n'offrent pas un bon rapport qualité-prix pour Élections Canada.

2.12 Communications en période de proposition

2.12.1 Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements, et autres communications ayant trait à la DP doivent être adressées uniquement à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la DP. Le non-respect de cette exigence pourrait entraîner le rejet de la proposition qui sera déclarée non recevable.

2.12.2 Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, sous réserve de la section 2.19, les demandes de renseignements qui sont reçues, ainsi que les réponses à ces demandes qui entraînent la précision ou la modification du besoin ou qui apportent un supplément d'information à ce sujet seront fournies simultanément à tous les soumissionnaires qui auront reçu la DP sans que le nom de l'auteur des demandes de renseignements ne soit mentionné.

2.13 Justification des prix

2.13.1 Lorsque la proposition d'un soumissionnaire est la seule proposition déclarée recevable, le soumissionnaire doit fournir, à la demande d'Élections Canada, une attestation du caractère raisonnable du prix, en la forme prescrite par Élections Canada, dans laquelle le soumissionnaire certifie que le prix proposé à Élections Canada pour les biens et services :

- (a) n'est pas supérieur au plus bas prix demandé à tout autre client, y compris au meilleur client du soumissionnaire, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux;
- (b) ne comprend aucune marge de profit sur la vente qui soit supérieure à celle que le

soumissionnaire réalise normalement sur la vente de biens, de services ou les deux de qualité et de quantité semblables;

(c) ne comprend aucune disposition prévoyant des remises à des vendeurs.

2.13.2 Les soumissionnaires doivent soumettre l'attestation et les documents justifiant le caractère raisonnable du prix dans le délai prescrit dans une demande faite au sens de la sous-section 2.13.1. À défaut de répondre à cette demande, la proposition pourrait être jugée non recevable.

2.14 Coûts relatifs aux propositions

Aucun paiement ne sera versé en règlement des coûts engagés pour la préparation et la présentation d'une proposition en réponse à la DP. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés pour la préparation et la présentation d'une proposition, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa proposition.

2.15 Déroulement de l'évaluation

2.15.1 Lors de l'évaluation des propositions, Élections Canada peut, sans toutefois y être obligé, effectuer ce qui suit :

- (a) demander des précisions ou vérifier l'exactitude de certains renseignements ou de tous les renseignements fournis par les soumissionnaires relativement à la DP;
- (b) communiquer avec l'une ou la totalité des personnes citées en référence pour vérifier et attester l'exactitude des renseignements fournis par les soumissionnaires;
- (c) demander, avant l'attribution d'un contrat, des renseignements précis sur la situation juridique des soumissionnaires;
- (d) examiner les installations ou les capacités techniques, administratives et financières des soumissionnaires pour déterminer s'ils sont en mesure de répondre aux exigences énoncées dans la DP;
- (e) corriger toute erreur dans le calcul des prix totaux des propositions en utilisant les prix unitaires et toute erreur de quantités indiquées dans les propositions en fonction des quantités précisées dans la DP; en cas d'erreur dans le calcul des prix, le prix unitaire sera retenu;
- (f) vérifier tous les renseignements fournis par les soumissionnaires en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers;

- (g) interviewer, aux propres frais des soumissionnaires, tout soumissionnaire ou toute personne dont ils proposent les services pour répondre aux exigences de la DP.

2.15.2 Les soumissionnaires disposeront du nombre de jours établi par l'autorité contractante pour se conformer à toute demande liée aux éléments susmentionnés. Le défaut de répondre à une demande pourrait entraîner l'irrecevabilité de la proposition.

2.16 Coentreprise

2.16.1 Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelée consortium, pour déposer ensemble une proposition en réponse à un besoin. Les soumissionnaires qui soumissionnent à titre de coentreprise doivent l'indiquer clairement et fournir les renseignements suivants :

- (a) le nom de chaque membre de la coentreprise;
- (b) le numéro d'entreprise – approvisionnement de chaque membre de la coentreprise;
- (c) le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour agir en leur nom, s'il y a lieu;
- (d) le nom de la coentreprise, s'il y a lieu.

2.16.2 Si les renseignements contenus dans la proposition ne sont pas clairs, le soumissionnaire devra fournir les renseignements à la demande de l'autorité contractante, dans les délais précisés.

2.16.3 La première page de la DP et le contrat doivent être signés par tous les membres de la coentreprise à moins qu'un membre ait été nommé pour représenter tous les membres de la coentreprise. L'autorité contractante peut, en tout temps, demander à chaque membre de la coentreprise de confirmer que le représentant a reçu les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant aux fins de la DP et du contrat. Si un contrat est attribué à une coentreprise, tous ses membres seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat.

2.17 Conflit d'intérêts – Avantage indu

2.17.1 Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés qu'Élections Canada peut rejeter une proposition dans les circonstances suivantes :

- (a) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la DP ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts;

- (b) Élections Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la DP qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne au soumissionnaire un avantage indu.

2.17.2 Élections Canada ne considère pas, qu'en soit, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DP (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts, sous réserve cependant, si un tel soumissionnaire déclenche l'une des circonstances identifiées aux paragraphes 2.17.1(a) et (b).

2.17.3 Dans le cas où Élections Canada a l'intention de rejeter une proposition conformément à la présente section, l'autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l'autorité contractante avant la date de clôture de la DP. En déposant une proposition, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît qu'Élections Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

2.18 Intégralité du besoin

La DP comprend l'ensemble des exigences relatives au besoin. Toute autre information ou tout autre document fourni au soumissionnaire ou obtenu par lui auprès de qui que ce soit n'est pas pertinent pour cette DP. Les soumissionnaires ne devraient pas présumer que des pratiques utilisées dans des contrats antérieurs vont continuer, à moins qu'elles ne soient décrites dans la DP. Les soumissionnaires ne devraient pas non plus présumer que leurs capacités actuelles satisfont aux exigences de la DP simplement parce qu'elles satisfaisaient à des exigences antérieures.

2.19 Demandes de renseignements

2.19.1 Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq jours civils avant la date de clôture de la DP. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse y répondre.

2.19.2 Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DP auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour qu'Élections Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque élément pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où

Élections Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Élections Canada peut réviser les questions ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Élections Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.20 Lois applicables

2.20.1 Le contrat sera interprété et régi selon les lois en vigueur de l'Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois, sous réserve des lois fédérales qui prévalent ou qui sont applicables.

2.20.2 À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur proposition ne soit remise en question, en indiquant dans leur proposition le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que le soumissionnaire accepte que soient appliquées les lois de l'Ontario.

2.21 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de proposition

Les soumissionnaires qui estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, les spécifications ou l'énoncé des travaux contenus dans la DP, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante désignée dans la DP. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept jours civils avant la date de clôture de la DP. Élections Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.22 Indexation du papier

2.22.1 Le contrat éventuel comprendra une disposition pour un rajustement de prix (augmentation ou réduction) de la portion du prix directement lié au coût de transaction de base du papier. Le rajustement du prix s'appliquera seulement à l'augmentation ou la réduction du coût de transaction de base du papier qui pourrait se produire en tout temps durant la période du contrat mais pas avant trente (30) jours après l'attribution du contrat.

2.22.2 Les soumissionnaires doivent fournir leur coût(s) de transaction de base et la quantité de papier selon laquelle le coût de transaction de base est établi dans leur soumission conformément à la Partie 8 - Critères d'évaluation financiers.

2.22.3 À la demande de l'autorité contractante, les soumissionnaires devront fournir de la documentation à l'appui pour confirmer le coût de transaction de base. Une telle documentation peut se composer de la copie de l'offre du ou des fournisseurs de papier.

Partie 3. Préparation des propositions

3.1 Instructions pour la préparation des propositions

3.1.1 Élections Canada demande que les soumissionnaires présentent leur proposition en sections distinctes, comme suit :

Section I : Proposition technique (quatre copies papier et une copie électronique sur périphérique de stockage USB)

Section II : Proposition financière (quatre copies papier et une copie électronique sur périphérique de stockage USB)

Section III : Attestations (une copie papier)

3.1.2 En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

3.1.3 Les prix doivent figurer dans la proposition financière seulement (section II). Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la proposition.

3.1.4 Élections Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur proposition :

3.1.1.1 utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);

3.1.1.2 utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DP.

3.1.5 Dans l'éventualité où un soumissionnaire ne fournit pas le nombre de copies requises conformément à la sous-section 3.1.1, l'autorité contractante communiquera avec le soumissionnaire et lui fournira un échéancier pour respecter l'exigence. Le fait de ne pas répondre à la demande de l'autorité contractante et de ne pas se conformer à l'exigence au cours de la période prescrite rendra la proposition non recevable.

3.1.6 Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs énoncés dans la [Politique d'achats écologiques](#), Élections Canada encourage les soumissionnaires à :

(a) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;

(b) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Section I – Proposition technique

- 3.2.1 Dans leur proposition technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la DP et expliquer comment ils répondront aux exigences de l'énoncé des travaux et exécuteront les travaux, de façon complète, concise et claire.
- 3.2.2 La proposition technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la proposition sera évaluée, tel qu'énoncé à la partie 7 – Critères d'évaluation technique. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la DP. Afin de faciliter l'évaluation de la proposition, Élections Canada demande que le soumissionnaire reprenne les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur proposition en indiquant le numéro du paragraphe et de la page où le sujet visé est déjà traité.
- 3.2.3 Si le soumissionnaire souhaite présenter une proposition en fonction de produits qui diffèrent de ceux identifiés dans l'ET, l'approbation préliminaire de l'autorité contractante d'Élections Canada est requise. Les soumissionnaires doivent soumettre à l'approbation préliminaire les échantillons des produits de remplacement avant la fermeture de la période de soumission. Cette approbation préliminaire sera communiquée à tous les soumissionnaires. La soumission pourrait être rejetée si l'approbation n'est pas reçue avant la fin de la période de soumission. Les soumissionnaires doivent préciser dans leur proposition si les produits ont reçu une approbation préliminaire.

3.3 Section II – Proposition financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur proposition financière en conformité avec la partie 8 – Critères d'évaluation financière. Le montant total de taxe de vente applicable doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

3.4 Section III – Attestations

- 3.4.1 Les attestations mentionnées à la partie 9 doivent être complétées par le soumissionnaire conformément aux dispositions de la présente section 3.4. Les soumissionnaires doivent fournir les attestations requises afin de se voir attribuer un contrat. Élections Canada déclarera qu'une proposition est non recevable si les attestations requises ne sont pas complétées et soumises tel qu'exigé.
- 3.4.2 La conformité des attestations que le soumissionnaire fournit à Élections Canada est sujette à une vérification par Élections Canada durant la période d'évaluation de la proposition et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires afin de vérifier si le soumissionnaire respecte les

attestations avant l'attribution du contrat. La proposition sera déclarée non recevable si une attestation délivrée par le soumissionnaire s'avère fautive, sciemment ou non. Le fait de ne pas se conformer aux attestations ou de ne pas donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante rendra la proposition non recevable.

- 3.4.3 Les attestations mentionnées à la partie 9 devraient être complétées et fournies avec la proposition, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas complétée et fournie avec la proposition, tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui fournira un délai dans lequel il devra remplir les exigences. Le fait de ne pas se conformer à la demande de l'autorité contractante et de ne pas satisfaire aux exigences dans ce délai rendra la proposition non recevable.

Partie 4. Procédures d'évaluation et méthode de sélection

4.1 Procédures d'évaluation générales

- 4.1.1 Les propositions seront évaluées en fonction de l'ensemble des exigences de la DP, y compris les critères d'évaluation technique et financière.
- 4.1.2 Une équipe d'évaluation composée de représentants d'Élections Canada et de Publitek évaluera les propositions.

4.2 Évaluation technique

- 4.2.1 Les critères d'évaluation technique obligatoires et cotés par points sont énoncés aux sections A et B de la partie 7 – Critères d'évaluation technique.

4.3 Évaluation financière

- 4.3.1 Les critères d'évaluation financière obligatoires sont énoncés à la partie 8 – Critères d'évaluation financière.

4.4 Méthode de sélection

- 4.4.1 Une proposition doit respecter toutes les exigences de la DP. S'il est déterminé qu'une proposition ne répond pas à une exigence de la DP, cette proposition sera jugée non recevable et sera rejetée.
- 4.4.2 Le processus d'évaluation et de sélection sera réalisé comme suit :

Étape 1 – Évaluation technique obligatoire

Étape 2 – Évaluation technique cotée

Étape 3 – Évaluation financière

Étape 4 – Détermination de la proposition classée au premier rang

Si les juges se rendent compte que des renseignements pertinents à l'une des étapes contredisent des renseignements pertinents à une étape précédente, les juges réservent le droit de réévaluer la partie de la proposition précédente et d'ajuster la note prononcée auparavant. Si dans le cadre d'une telle réévaluation, les juges déterminent que la proposition du soumissionnaire est non recevable en ce qui concerne l'étape réévaluée, la proposition sera jugée non recevable et sera rejetée.

4.4.3 Étape 1 – Évaluation technique obligatoire

À l'étape 1, toutes les propositions seront évaluées en vue de s'assurer de leur conformité aux critères d'évaluation technique obligatoires énoncés à la section A de la partie 7 – Critères d'évaluation technique. Toute proposition qui ne respecte pas les critères d'évaluation technique obligatoires sera jugée non recevable et sera rejetée.

4.4.4 Étape 2 – Évaluation technique cotée

À l'étape 2, les propositions jugées recevables à l'étape 1 seront évaluées selon les critères d'évaluation technique cotés énoncés à la section B de la partie 7 – Critères d'évaluation technique (la « proposition de la deuxième étape »).

Si l'une des propositions de la deuxième étape n'obtient pas la cote minimale requise de 60 pour cent des points attribués à l'ensemble des critères d'évaluation technique cotés, ladite proposition sera jugée non recevable et sera rejetée. La note est établie sur une échelle de 75 points.

4.4.5 Étape 3 – Évaluation financière

4.4.6 À l'étape 3, les propositions jugées recevables aux étapes 1 et 2 seront évaluées selon les critères de l'évaluation financière obligatoires énoncés à la partie 8 – Critère de l'évaluation financière.

4.4.7 Le prix des propositions sera évalué en dollars canadiens. Toute taxe de vente applicable doit être exclue. Les droits de douane et des taxes d'accise doivent, le cas échéant, être inclus.

4.4.8 Étape 4 - Détermination du soumissionnaire classé au premier rang

À l'étape 4, une note d'évaluation combinée pour les propositions jugées recevables aux étapes 1, 2 et 3 (les « propositions de l'étape 4 ») sera établie selon la formule suivante :

$$\frac{\text{POINTAGE TECHNIQUE X 70}}{\text{NOMBRE DE POINT MAXIMAL}} + \frac{\text{PRIX LE PLUS BAS X 30}}{\text{PRIX DU SOUMISSIONNAIRE}} = \text{NOTE D'ÉVALUATION COMBINÉE}$$

Le soumissionnaire de la proposition de l'étape 4 avec la note d'évaluation combinée la plus haute sera considérée pour l'attribution d'un contrat.

4.4.9 Si plus d'un soumissionnaire est classé au premier rang en raison de notes identiques, le

soumissionnaire qui offre la meilleure date de livraison sera classé au premier rang et sera considéré pour l'attribution d'un contrat.

- 4.4.10 Si aucun soumissionnaire conforme ne peut respecter l'échéance du 1^{er} mars 2015, précisé dans la Partie 7 – Critères d'évaluation techniques, Critère O2, le soumissionnaire conforme ayant la meilleure date alternative de livraison sera considéré pour le contrat, si sa note d'évaluation combinée est à moins de 10 points de la meilleure note d'évaluation combinée de proposition conforme. Si seulement une proposition est reçue, cette proposition sera considérée pour le contrat.
- 4.4.11 Avant l'attribution du contrat et avec un avis par écrit de l'autorité contractante dans les 5 jours ouvrables, Élections Canada peut demander que le soumissionnaire ayant la meilleure note fasse une présentation de ses installations, afin de s'assurer qu'il est en mesure d'effectuer le travail. Le soumissionnaire aura la responsabilité de s'assurer du succès de sa démonstration. Élections Canada se réserve le droit de rejeter une proposition si les informations recueillies pendant la démonstration sont contraires à celles fournies dans la présentation. On demande que les représentants d'Élections Canada puissent faire un tour complet des installations. On s'attend à ce que deux ou trois représentants d'Élections Canada assistent à la démonstration. Si la visite et les vérifications ne sont pas complètes, la proposition pourrait être disqualifiée.

Partie 5. Exigences financières et autres exigences

5.1 Capacité financière

5.1.1 Le soumissionnaire doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du soumissionnaire, l'autorité contractante pourrait, dans un avis écrit au soumissionnaire, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des propositions. Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de 15 jours civils suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.

- (a) Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe du soumissionnaire, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du soumissionnaire ou, si l'entreprise exerce ses activités depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, les états des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- (b) Si les états financiers mentionnés au paragraphe 5.2.1 (a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le

soumissionnaire doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (dont un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.

- (c) Si le soumissionnaire n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
 - i. le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une société, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - ii. les derniers états financiers trimestriels (dont un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois avant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information.
- (d) Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du soumissionnaire selon laquelle les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- (e) Une lettre de confirmation de toutes les institutions financières ayant offert du financement à court terme au soumissionnaire. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au soumissionnaire ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- (f) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie portant sur toutes les activités du soumissionnaire (y compris le besoin) pour les deux premières années du besoin visé par la DP, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que sur les principaux décaissements réalisés chaque mois, dans le cadre de toutes les activités du soumissionnaire. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.
- (g) Un état mensuel détaillé des flux de trésorerie pour les deux premières années du besoin visé par la DP, à moins que ce soit interdit par une loi. Cet état doit contenir des détails sur les principales sources de financement et sur le montant de ce financement du soumissionnaire, ainsi que les principaux décaissements réalisés chaque mois dans le cadre du besoin. Toutes les hypothèses devraient y être expliquées, ainsi que toute information sur le mode de financement des déficits.

5.1.2 Si le soumissionnaire est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.

- 5.1.3 Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, les renseignements financiers mentionnés paragraphes 5.2.1 (a) à (f) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du soumissionnaire, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Élections Canada, ne soit fournie avec l'information exigée.
- 5.1.4 Élections Canada se réserve le droit de demander au soumissionnaire de fournir tout autre renseignement requis par Élections Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du soumissionnaire.
- 5.1.5 Si le soumissionnaire fournit à Élections Canada, à titre confidentiel, des renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, Élections Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les alinéas 20(1)b) et c) de la [Loi sur l'accès à l'information](#), L.R., 1985, ch. A-1.

5.2 Exigences en matière d'assurance

- 5.3.1 Il incombe aux soumissionnaires de décider s'ils doivent s'assurer pour remplir les obligations en vertu du contrat pour se conformer aux lois applicables. Tous les frais associés à une assurance souscrite ou maintenue pour leur bénéfice et leur protection leurs sont imputés. Le fait de souscrire à une assurance ne dégage pas le soumissionnaire retenu de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.



Services de l'approvisionnement et des contrats
30, rue Victoria, Gatineau (Québec) K1A 0M6

CONTRAT

L'entrepreneur, tel qu'identifié ci-dessous, accepte de vendre au directeur général des élections du Canada, ou toute autre personne autorisée à agir à son nom, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans les présentes et aux annexes ci-jointes, les biens et les services énumérés dans les présentes et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Prière de retourner immédiatement une copie du contrat dûment signée.

Nom et adresse de l'entrepreneur :

[insérer le NOM LÉGAL et l'ADRESSE de l'entrepreneur à l'attribution du contrat]

N° du contrat :

05005-14-0599

Titre :

Impression des brochures de rappel et des notes d'avertissement

Date du contrat :

[à insérer à l'attribution du contrat]

Période du contrat :

Date d'entrée en vigueur au 31 mars 2016

Code financier :

[à insérer à l'attribution du contrat]

Coût total estimé (incluant la taxe de vente applicable) :

[à insérer à l'attribution du contrat]

Taxe de vente applicable :

[à insérer à l'attribution du contrat]

RENSEIGNEMENTS ET FACTURES

Bureau du directeur général des élections du Canada

30, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0M6

Adresser toute demande de renseignements à :

[insérer le nom et le titre à l'attribution du contrat]

Services de l'approvisionnement et des contrats

N° de tél. :

[à insérer à l'attribution du contrat]

Courriel :

[à insérer à l'attribution du contrat]

Envoyer les factures à :

[insérer le nom, le titre et le secteur à l'attribution du contrat]

N° de tél. :

[à insérer à l'attribution du contrat]

Courriel :

[à insérer à l'attribution du contrat]

EN FOI DE QUOI, le présent contrat a été dûment signé au nom du directeur général des élections du Canada par son représentant dûment autorisé, et au nom de l'entrepreneur, par son représentant dûment autorisé à cette fin.

[insérer le NOM LÉGAL de l'entrepreneur]

(signature du représentant autorisé)

(nom du représentant autorisé en caractères d'impression)

(titre du représentant autorisé en caractères d'impression)

Date : _____

Directeur général des élections

(signature du représentant autorisé)

[insérer le nom du représentant autorisé]

[insérer le titre du représentant]

Services de l'approvisionnement et des contrats

Date : _____

ARTICLES DE CONVENTION

Article 1 Interprétation

Section 1.01 Définitions

1.01.01 Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- | | |
|------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| « conditions générales » | s'entend des conditions générales pour biens et services joint à l'annexe C; |
| « date d'entrée en vigueur » | s'entend de la date stipulée comme « date du contrat » sur la première page du présent document; |
| « durée » | s'entend de la durée initiale et de toutes périodes supplémentaires s'ajoutant lorsqu'Élections Canada exerce son option irrévocable de prolonger la durée du contrat, option qui est prévue par la section 3.02 des présents articles de convention; |
| « durée initiale » | s'entend au sens de la section 3.01; |
| « énoncé des travaux » | s'entend du document joint à l'annexe A et des appendices auxquels elle renvoie, s'il y a lieu; |
| « jour ouvrable » | s'entend d'un jour qui n'est ni un samedi, ni un dimanche ni un jour férié dans la province de Québec; |
| « point de contact unique » | s'entend du point de contact unique de l'entrepreneur mentionné à la section 5.01 des présents articles de convention; et |
| « tableau de tarification » | s'entend du tableau joint à l'annexe B. |

1.01.02 Les définitions des termes présentées dans les annexes et les appendices s'appliquent aux présents articles de convention, comme si ces termes y avaient été définis.

1.01.03 Dans le contrat, les titres ont un caractère purement utilitaire, et cela ne doit en rien en changer le sens.

ARTICLES DE CONVENTION

1.01.04 Dans le contrat, les mots employés à la forme plurielle incluent le singulier et vice-versa, et ceux employés au masculin incluent le féminin.

Section 1.02 Ordre de priorité des documents

1.02.01 Les annexes suivantes sont jointes au contrat et en font partie intégrante. En cas d'incompatibilité entre les libellés des documents énumérés ci-dessous, celui du document qui figure en premier dans la liste l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas :

1. les articles de convention;
2. l'annexe A – Énoncé des travaux;
Appendice 1 – Calendrier de production obligatoire
Appendice 2 – Exigences de Postes Canada
Appendice 3 – Spécifications/échantillons des palettes
3. l'annexe B – Tableau de tarification;
4. l'annexe C – Conditions générales – Biens et services;
5. la proposition de l'entrepreneur datée du [inscrire la date à l'attribution du contrat].

Article 2 Énoncé des travaux

2.01.01 L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux

Article 3 Période du contrat

Section 3.01 Durée

3.01.01 Le contrat s'étendra de la date d'entrée en vigueur au 31 mars 2016 inclusivement (« durée initiale »).

Section 3.02 Option de prolongation du contrat

3.02.01 L'entrepreneur accorde à Élections Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat d'une période supplémentaire d'au plus cinq années, ou jusqu'au jour de scrutin de la 43^e élection fédérale (selon le premier cas qui survient), selon

ARTICLES DE CONVENTION

les mêmes modalités.

- 3.02.02 Élections Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 15 jours civils avant la date d'expiration du contrat ou de toute période de prolongation.
- 3.02.03 L'option de prolonger la durée du contrat ne peut être exercée que par l'autorité contractante.
- 3.02.04 Lorsque chaque option est exercée, le montant figurant comme « coût total estimé (incluant les taxes de vente applicables) » sur la première page du contrat est réputé être augmenté afin d'inclure le montant énoncé à la sous-section 6.02.02.

Section 3.03 Option d'achat et d'entreposage de quantités additionnelles

- 3.03.01 L'entrepreneur accordera à Élections Canada l'option irrévocable d'acheter et d'entreposer des quantités additionnelles.
- 3.03.02 Élections Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur, conformément à la Section 5.2 de l'ET.

Section 3.04 Option d'ajouter, de retirer ou de modifier les produits

- 3.04.01 Lorsque cela pourrait être nécessaire, en raison de nouvelles exigences associées aux brochures de rappel électoral et aux notes d'avertissement, Élections Canada se réserve le droit d'ajouter ou de retirer des produits ou des services mentionnés dans le contrat, et de modifier les produits.
- 3.04.02 Élections Canada peut exercer cette option en tout temps, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur pour lui demander de donner un prix pour les produits ou les services additionnels ou modifiés.
- 3.04.03 L'option d'ajouter, de retirer ou de modifier les produits ou les services ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée par une modification du contrat.

Article 4 Autorités

Section 4.01 Autorité contractante

- 4.01.01 Aux fins du contrat, l'autorité contractante est :

ARTICLES DE CONVENTION

[Inscrire le nom de la personne à l'attribution du contrat]

Services de l'approvisionnement et des contrats
Élections Canada
30, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0M6
Tél. : 819-
Courriel :

- 4.01.02 L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat. Elle doit autoriser, par écrit, toute modification du contrat. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus sur la foi de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de quiconque, sauf l'autorité contractante.
- 4.01.03 Élections Canada peut changer le nom du représentant désigné comme autorité contractante en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

Section 4.02 Responsable technique

- 4.02.01 Aux fins du contrat, le responsable technique est :

[Inscrire le nom de la personne à l'attribution du contrat]

Élections Canada
Tél. : 819-
Courriel :

- 4.02.02 Le responsable technique représente Élections Canada et est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.
- 4.02.03 Élections Canada peut changer le nom du représentant désigné comme responsable technique en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

ARTICLES DE CONVENTION

Article 5 Représentant de l'entrepreneur

Section 5.01 Point de contact unique

5.01.01 Le point de contact unique entre l'entrepreneur et Élections Canada est :

[Remarque à l'intention des soumissionnaires]

Les soumissionnaires doivent fournir dans leur proposition le nom, le titre, le numéro de téléphone, le numéro de télécopieur et l'adresse courriel de leurs représentants, et ces renseignements doivent être ajoutés à cette section à l'attribution du contrat.

5.01.02 La personne qui est le point de contact unique est chargée de communiquer avec l'autorité contractante et le responsable technique, et sera le premier point de contact en vue de ce qui suit :

- (a) gérer toute question commerciale avec le responsable technique et toute question contractuelle avec l'autorité contractante, notamment fournir des directives et du soutien et assurer la coordination relativement aux demandes;
- (b) gérer les questions opérationnelles courantes et les exigences techniques, notamment assurer le soutien et la coordination relativement aux services;
- (c) rencontrer des représentants d'Élections Canada, au besoin, pour discuter de questions relatives au présent contrat, y compris, sans limiter la portée générale de ce qui précède, examiner la prestation des services, proposer des améliorations et participer à l'analyse de données statistiques.

Article 6 Modalités de paiement

Section 6.01 Point C1 – Production

6.01.01 Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à la production des impressions des brochures de rappel et des notes d'avertissement.

6.01.02 Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à la production additionnelle de brochures de rappel électoral et des notes d'avertissement.

ARTICLES DE CONVENTION

Section 6.02 Point C2 – Acquisition de matériel

- 6.02.01 Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à l'acquisition de tout le matériel nécessaire pour la production des impressions des brochures de rappel et des notes d'avertissement, conformément à la Section 6.01.01
- 6.02.02 Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à l'acquisition de tout le matériel nécessaire pour la production additionnelle de brochures de rappel électoral et de notes d'avertissement, conformément à la Section 6.01.02.
- 6.02.03 Si une option de prolongation du contrat est exercée, conformément à la Section 3.02, Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à l'acquisition du matériel, à moins que le prix ne soit ajusté selon l'indexation du papier décrite dans la Section 6.07.

Section 6.03 Point C3 – Acquisition de matériel de soutien

- 6.03.01 Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé au point C2 dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à l'acquisition de tout le matériel de soutien nécessaire à l'emballage des impressions des brochures de rappel et des notes d'avertissement.

Section 6.04 Point C4 – Entreposage de tous les produits

- 6.04.01 Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à l'entreposage de tous les produits nécessaires à la production des impressions des brochures de rappel et des notes d'avertissement de mise en garde, conformément aux Sections 6.01.01 et 6.02.02.

Section 6.05 Point C5 – Préparation du courrier

- 6.05.01 Élections Canada paiera à l'entrepreneur le « prix ferme » précisé dans la colonne C du tableau de prix pour tous les travaux faits par l'entrepreneur associés à la préparation des envois postaux de toutes les brochures de rappel électoral et des notes d'avertissement, conformément aux Sections 6.01.01 et 6.02.02.

ARTICLES DE CONVENTION

Section 6.06 Indice des prix à la consommation

6.06.01 Si Élections Canada exerce une option de prolongation de la durée du contrat, le « prix ferme » déterminé dans la colonne C du tableau de prix, excluant le point C2, sera ajusté pour l'année (ou les années) où le travail a été fait, conformément à l'augmentation (ou la diminution) de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le Canada, indice d'ensemble (non désaisonnalisé), publié par Statistique Canada selon la formule suivante :

$$\text{Facteur de rajustement} = \left(\frac{A}{B} - 1 \right) \times 100$$

Où :

- A** = Moyenne de l'IPC mensuel au Canada pour les douze mois jusqu'au 31 décembre de l'année de calendrier précédant l'année de rajustement
- B** = Moyenne de l'IPC mensuel du Canada pour les douze mois prenant fin le 31 décembre des deux années civiles précédant l'année de rajustement.

Exemple : Si les travaux décrits aux points C1, C3, C4 et C5 du tableau de prix sont réalisés pendant la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019, le « prix ferme » déterminé dans la colonne D du tableau A sera majoré de 2,40 % selon les hypothèses suivantes :

- A** = Moyenne de l'IPC mensuel au Canada pour les douze mois jusqu'au 31 décembre 2018 = 145.3
- B** = Moyenne de l'IPC mensuel au Canada pour les douze mois jusqu'au 31 décembre 2017 = 141.9.

$$\text{Coefficient de rajustement en fonction de l'inflation} = \left(\frac{A}{B} - 1 \right) \times 100$$

$$\text{Coefficient de rajustement en fonction de l'inflation} = \left(\frac{145.3}{141.9} - 1 \right) \times 100$$

$$\text{Coefficient de rajustement en fonction de l'inflation} = 2.40\%$$

ARTICLES DE CONVENTION

Section 6.07 Indexation du papier

- 6.07.01 La portion du prix directement lié au coût de transaction de base du papier est assujettie à un rajustement de prix (augmentation ou réduction) en tout temps durant la période du contrat mais pas avant le 31 mars 2016. Le prix indiqué à la colonne C du Tableau de prix pour l'item C2 sera rajusté en utilisant le pourcentage de l'augmentation ou de la réduction annoncée qui est entrée en vigueur en l'appliquant au coût de transaction de base.
- 6.07.02 Pour demander un rajustement de prix, l'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante un avis indiquant l'augmentation ou la réduction du coût de transaction de base du papier nécessaire pour répondre aux exigences du contrat, s'il y a lieu. Un tel avis doit contenir le prix annoncé publiquement par au moins trois (3) fournisseurs de papier qui fournissent la catégorie de papier spécifiée dans le contrat et la date à laquelle le prix est entré en vigueur.
- 6.07.03 Le coût de transaction de base du papier qui est assujetti à un rajustement de prix est comme suit:
- (a) papier de pour le texte : **[inscrire à l'attribution du contrat]** lb à un coût de transaction de base de **[inscrire à l'attribution du contrat]** \$ aux cent livres, et qui représente **[inscrire à l'attribution du contrat]** p. cent du ou des prix unitaires.
Nom de la marque de fabrique et du fournisseur de papier : **[inscrire à l'attribution du contrat]**.
 - (b) papier de pour le texte : **[inscrire à l'attribution du contrat]** lb à un coût de transaction de base de **[inscrire à l'attribution du contrat]** \$ aux cent livres, et qui représente **[inscrire à l'attribution du contrat]** p. cent du ou des prix unitaires.
Nom de la marque de fabrique et du fournisseur de papier : **[inscrire à l'attribution du contrat]**.
- 6.07.04 L'entrepreneur doit fournir une copie du prix quoté du ou des fournisseurs de papier afin d'appuyer le coût de transaction de base ci-dessus et une copie de la facture ou des factures du ou des fournisseurs de papier afin d'appuyer le rajustement du coût de transaction de base.
- 6.07.05 Tout rajustement de prix doit être approuvé par l'autorité contractante et sera confirmée par une modification au contrat.

ARTICLES DE CONVENTION

Section 6.08 Taxe de vente applicable

6.08.01 La somme estimée de toute taxe de vente applicable est comprise dans le coût total estimé à la page 1 du contrat. Les taxes de vente applicables ne sont comprises dans le prix du contrat, mais elles seront payées par Élections Canada conformément à l'article 8 – Paiement et facturation. L'entrepreneur s'engage à verser à l'organisme gouvernemental pertinent toutes sommes perçues ou exigibles au titre des taxes de vente applicables.

Article 7 Présentation de renseignements

Section 7.01 Feuillet T1204

7.01.01 Conformément à l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. 1985, ch. 1 (5^e suppl.), les ministères et les organismes, y compris Élections Canada, sont tenus de déclarer à l'aide du Feuillet T1204, intitulé « Paiements contractuels de services du gouvernement », les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de services, y compris les contrats prévoyant à la fois des biens et des services.

7.01.02 Pour permettre à Élections Canada de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur doit présenter les renseignements suivants dans les 15 jours civils suivant l'attribution du contrat :

- a) ses nom et prénom officiels, c'est-à-dire le nom associé à son numéro d'entreprise ou à son numéro d'assurance sociale (NAS), ainsi que son adresse et son code postal;
- b) son statut, soit particulier, entreprise individuelle, société par actions ou société en nom collectif;
- c) son numéro d'entreprise, s'il s'agit d'une société par actions ou d'une société en nom collectif NAS, s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise à propriétaire unique. Si l'entrepreneur est une société de personnes qui n'a pas de numéro d'entreprise, l'associé ayant signé le contrat doit fournir son NAS;
- d) dans le cas d'une coentreprise, le numéro d'entreprise de toutes les parties ou, si elles n'en ont pas, leur NAS.

7.01.03 L'entrepreneur doit faire parvenir les renseignements demandés à l'autorité contractante. Lorsque les renseignements requis comprennent un NAS, ceux-ci doivent être expédiés dans une enveloppe portant la mention « PROTÉGÉ ».

ARTICLES DE CONVENTION

Article 8 Paiement et facturation

Section 8.01 Paiement

8.01.01 Élections Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés pendant le mois visé par la facture, conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- (a) l'entrepreneur lui a envoyé une facture exacte et complète, de même que les autres documents exigés dans le contrat conformément aux instructions relatives à la facturation qui y sont prévues;
- (b) Élections Canada a vérifié tous ces documents;
- (c) Élections Canada a accepté les travaux exécutés.

Section 8.02 Facturation

8.02.01 L'entrepreneur doit soumettre les factures conformément aux dispositions de la section « Présentation des factures » des Conditions générales. Les factures ne peuvent être envoyées tant que tous les travaux qui y figurent ne sont pas terminés.

8.02.02 Chaque facture doit être accompagnée des documents suivants :

- (a) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail facturé si les modalités de paiement établies à l'article 6 prévoient un taux horaire;
- (b) tout autre document ou rapport d'étape précisé dans le contrat qui corrobore les travaux exécutés;
- (c) une copie des factures, des reçus et des pièces justificatives pour tous les frais de déplacement et de subsistance et les autres coûts directs autorisés.

8.02.03 L'entrepreneur doit envoyer l'original et une copie de toutes les factures ainsi qu'une copie des documents justificatifs identifiés à la sous-section 8.02.02 à l'adresse indiquée sur la page 1 du contrat, aux fins d'attestation et de paiement.

ARTICLES DE CONVENTION

Article 9 Installations et personnel d'Élections Canada

Section 9.01 Accès au lieu d'exécution des travaux

9.01.01 L'entrepreneur n'a pas systématiquement accès aux installations, à l'équipement, aux documents et au personnel d'Élections Canada. Il est tenu d'aviser l'autorité contractante, dès que possible, qu'il a besoin d'accéder à des locaux ou à des espaces de travail d'Élections Canada, d'utiliser ses systèmes informatiques (réseau de micro-ordinateurs), ses téléphones ou ses terminaux, ou bien de consulter des documents pour exécuter les travaux. Si sa demande d'accès est approuvée par Élections Canada et si des dispositions sont ensuite prises à cet égard, l'entrepreneur, ses sous-traitants, ses agents et ses employés doivent respecter toutes les conditions applicables sur le lieu de travail. L'entrepreneur doit aussi veiller à ce que les installations et l'équipement ne soient utilisés que pour l'exécution du contrat.

Section 9.02 Accès au personnel

9.02.01 Le personnel d'Élections Canada ne se tient pas systématiquement à la disposition de l'entrepreneur. Il appartient à ce dernier de déterminer en temps utile s'il devra en consulter des membres cités comme source de référence.

9.02.02 Sous réserve de l'approbation du responsable technique, des dispositions seront prises afin de permettre à l'entrepreneur de consulter les membres du personnel nécessaires dès que cela conviendra à Élections Canada.

9.02.03 Il incombe à l'entrepreneur d'entamer les arrangements nécessaires pour permettre l'accès du personnel de Postes Canada.

Article 10 Exigence relative à la sécurité

10.01.01 Aucune exigence relative à la sécurité s'applique au présent contrat.

Article 11 Assurance

Section 11.01 Assurance

11.01.01 L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité

ARTICLES DE CONVENTION

en vertu du contrat, ni ne la diminue.

Article 12 Lois applicables

Section 12.01 Lois applicables

[Note à l'intention des soumissionnaires]

Si le soumissionnaire a identifié une autre province ou un territoire dans sa proposition, cette section sera modifiée en conséquence à l'attribution du contrat.

12.01.01 Le contrat doit être interprété et régi en fonction des lois de l'Ontario et des lois canadiennes citées dans le présent document.

Article 13 Attestations

Section 13.01 Attestations

13.01.01 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa proposition est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par Élections Canada pendant la durée du contrat (les « attestations »). En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, Élections Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

Section 13.02 Programme des contrats fédéraux

13.02.01 Si à un moment quelconque pendant la durée, l'entrepreneur ou, si l'entrepreneur est une coentreprise, l'un des membres de l'entrepreneur fait partie de la liste d'admissibilité limitée à soumissionner au PCF, accessible à l'adresse suivante : http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml, Élections Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux conditions générales.

[Note à l'intention des soumissionnaires]

La section suivante sera incluse dans le contrat si vous avez divulgué votre statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension.

Section 13.03 Divulgarion proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

ARTICLES DE CONVENTION

13.03.01 En fournissant de l'information sur son statut dans les attestations en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

[Note à l'intention des soumissionnaires]

Si le fournisseur atteste que le prix demandé est juste, la section suivante sera ajoutée au contrat :

Section 13.04 Attestation du prix juste

13.04.01 L'attestation signée par l'entrepreneur et jointe en annexe XX dans laquelle l'entrepreneur atteste que le prix demandé est juste, est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification de la part d'Élections Canada pendant la durée du contrat. Si l'attestation donnée par l'entrepreneur se révèle fausse, qu'elle ait été faite en connaissance de cause ou non, Élections Canada se réserve le droit de résilier le contrat pour manquement de la part de l'entrepreneur, conformément aux conditions générales.

Article 14 Ressortissants étrangers

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences canadiennes en matière d'immigration relatives aux ressortissants étrangers séjournant temporairement au Canada pour exécuter le contrat. Si l'entrepreneur souhaite embaucher un ressortissant étranger pour travailler au Canada, à titre de ressource pour exécuter ledit contrat, il doit communiquer immédiatement avec le bureau régional de Service Canada le plus proche, afin d'obtenir des renseignements sur les exigences de Citoyenneté et Immigration Canada en ce qui concerne la délivrance d'un permis de travail temporaire à un ressortissant étranger. L'entrepreneur devra acquitter tous les frais occasionnés par suite de la non-conformité aux exigences en matière d'immigration.

Article 15 Ressource de l'entrepreneur

15.01.01 L'entrepreneur atteste que les personnes identifiées dans sa proposition seront disponibles pour exécuter les travaux.

ARTICLES DE CONVENTION

Article 16 Accès à l'information

Les documents créés par l'entrepreneur et qui relèvent d'Élections Canada sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*. L'entrepreneur reconnaît les responsabilités d'Élections Canada aux termes de cette loi et doit, dans la mesure du possible, aider Élections Canada à s'en acquitter. De plus, l'entrepreneur reconnaît qu'aux termes de l'article 67.1 de la *Loi sur l'accès à l'information*, quiconque, dans l'intention d'entraver le droit d'accès prévu par la *Loi sur l'accès à l'information*, détruit, modifie, falsifie ou cache un document, ou ordonne à une autre personne de commettre un tel acte, dans l'intention d'enrayer le droit d'accès prévu à la *Loi sur l'accès à l'information*, est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement ou d'une amende, ou de ces deux peines.

[Note à l'intention des soumissionnaires]

S'il y a lieu, selon le statut juridique du soumissionnaire retenu, l'article suivant sera inclus dans le contrat subséquent et sera complété lors de l'attribution du contrat.

Article 17 Coentreprise

Section 19.01 Entrepreneur – Coentreprise

19.01.01 L'entrepreneur déclare et certifie que le nom de la coentreprise est _____ et que cette dernière est constituée des membres suivants :

[Insérer lors de l'attribution du contrat]

- (a) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- i. _____ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
 - ii. en signifiant les avis et préavis au membre représentant, Élections Canada sera réputé les avoir signifiés également à tous les membres de cette coentreprise; et

ARTICLES DE CONVENTION

- iii. toutes les sommes versées par Élections Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées l'avoir été à tous les membres de la coentreprise.
- 19.01.02 Tous les membres de la coentreprise acceptent qu'Élections Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsque, de l'avis d'Élections Canada, ce différend influe de quelque façon que ce soit sur l'exécution des travaux.
- 19.01.03 Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- 19.01.04 L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité légale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales
- 19.01.05 L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.



Impression des brochures de rappel et des notes d'avertissement

ANNEXE A

Énoncé des travaux
(EDT)



Annexe A – Énoncé des travaux

1. DÉFINITIONS

À moins que le contexte n'indique clairement un autre sens, les sigles utilisés dans le présent énoncé des travaux (EDT) doivent être interprétés selon la définition qui leur est attribuée dans le contrat ou dans cet EDT. Ces définitions s'appliquent à toute forme singulière, plurielle, masculine ou féminine des termes définis.

ACEC	Administration centrale d'Élections Canada située au 30, rue Victoria, à Gatineau, au Québec;
Calendrier de production obligatoire	a le sens qui lui est donné à l'Appendice 1;
DGEC	Directeur général des élections du Canada;
EC	Bureau du directeur général des élections du Canada, appelé couramment Élections Canada;
FSC	Forest Stewardship Council;
Jour	un jour civil du calendrier électoral;
LEC	<i>Loi électorale du Canada</i> (L.C. 2000, ch. 9), ainsi que ses modifications successives;
Matériel de support	a le sens qui lui est attribué à la clause 3.8.1;
Papier supplémentaire	a le sens qui lui est attribué à la clause 5.2;
Postes Canada	Société canadienne des postes; et
Scrutin	une élection générale ou un référendum organisé à l'échelle fédérale. Selon la LEC, un scrutin doit s'étendre sur une période d'au moins 36 jours. Aux fins du présent EDT, un scrutin commence à l'émission du bref et se termine le jour de l'élection.

2. CONTEXTE ET OBJECTIFS

2.1. MANDAT D'EC

2.1.1. Le DGEC est un mandataire du Parlement. Il détermine l'orientation générale des élections et des référendums fédéraux, et il en assure la supervision. Le DGEC assure la direction du Bureau du directeur général des élections, communément appelé Élections Canada.

2.2. CONTEXTE DU PROJET

2.2.1. Le Programme de rappel électoral est la campagne d'information des électeurs menée par EC pour informer les électeurs de la tenue d'un scrutin. Ce programme communique des renseignements de base aux Canadiens – quand et où aller voter et les façons de s'inscrire et de participer au scrutin.

2.2.2. À cette fin, environ 14 600 000 brochures de rappel seront imprimées et envoyées partout au Canada à l'intérieur de délais obligatoires qu'il est extrêmement important de respecter. De plus, 15 000 brochures de rappel devront être envoyées au Nunavut par messagerie prioritaire. L'entrepreneur doit également conserver une réserve pouvant atteindre 400 000 exemplaires en prévision de situations d'urgence.

2.3. OBJECTIF

2.3.1. EC a besoin de services d'impression et d'envoi postal qui seront fournis par un entrepreneur certifié par le FSC et qui devra produire, assembler, emballer et expédier deux brochures de rappel différentes et trois notes d'avertissement pour au plus deux scrutins fédéraux. L'entrepreneur sera responsable de la coordination et de l'exécution de l'ensemble du projet, en collaboration avec EC et Postes Canada.

3. ÉTENDUE DES TRAVAUX

3.1. RÉUNIONS

3.1.1. Dans les cinq jours ouvrables suivant la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur participera à une réunion inaugurale avec l'autorité technique de l'ACEC, par téléconférence ou Skype, pour discuter des besoins immédiats.

3.1.2. Si l'autorité technique le juge nécessaire et le demande, l'entrepreneur rencontrera EC chaque semaine avant le début d'un scrutin, puis chaque jour, du jour 36 au jour 23, jusqu'à ce qu'EC approuve les produits livrables demandés, que ce soit par téléconférence, par Skype ou en personne, selon l'option choisie par l'entrepreneur, pour renseigner EC sur l'état des activités décrites dans l'EDT.

3.2. SERVICES D'IMPRESSION

3.2.1. L'entrepreneur doit fournir des services d'impression offset ou numérique dans les catégories de documents imprimés suivants :

- a) brochure bilingue (anglais et français), tête-à-tête, destinée à tout le Canada, sauf le Nunavut;
- b) brochure trilingue (anglais, français et inuktitut) destinée au Nunavut;
- c) notes d'avertissement (trois versions).

3.2.2. Au moment de l'attribution du contrat, EC doit indiquer à l'entrepreneur si l'option 1 ou l'option 2 (ci-dessous) devra être imprimée.

a) **Brochures de rappel – option 1**

EC 90334 – Brochure bilingue, 8 pages

Papier : Rolland Enviro 100 Print, texte, 140 M, 70 livres et/ou un équivalent assujetti à l'approbation de l'autorité technique aux termes de la clause 3.5

Encre : Impression 209 au nuancier Pantone (bourgogne) et noir sur les deux côtés, pas de fond perdu

8 pages (4 pages en anglais et 4 pages en français)

Coupées et rognées selon le format

Dimension à plat : 8,0625 po de largeur par 11 po de hauteur

Pliée en deux à 8,0625 po de largeur par 5,5 po de hauteur

Impression bilingue tête-à-tête, anglais d'un côté, français de l'autre

Brochure avec agrafage ou collage à cheval sur le côté de 8,0625 po

Quantité : 15 000 000

Sans dépassement ni déficit d'impression

EC 90334-I – Brochure trilingue, 12 pages

Papier : Rolland Enviro 100 Print, texte, 140 M, 70 livres et/ou un équivalent assujetti à l'approbation de l'autorité technique aux termes de la clause 3.5

Encre : Impression 209 au nuancier Pantone (bourgogne) et noir sur les deux côtés, pas de fond perdu

12 pages (4 pages en inuktitut, 4 pages en anglais et 4 pages en français)

Coupées et rognées selon le format

Dimension à plat : 8,0625 po de largeur par 11 po de hauteur

Pliée en deux à 8,0625 po de largeur par 5,5 po de hauteur

Impression en inuktitut d'abord, suivi de l'anglais, puis du français, pas de tête-à-tête

Brochure avec agrafage ou collage à cheval sur le côté de 8,0625 po

Quantité : 15 000

Sans dépassement ni déficit d'impression

Des quantités supplémentaires pourraient être demandées par l'autorité technique.

b) Brochures de rappel – option 2

EC 90334 – Bilingue (anglais et français), 12 pages

Papier : Rolland Enviro 100 Print, texte, 140 M, 70 livres et/ou un équivalent assujetti à l'approbation de l'autorité technique aux termes de la clause 3.5

Encre : Impression 209 au nuancier Pantone (bourgogne) et noir sur les deux côtés, pas de fond perdu

12 pages (6 pages en anglais et 6 pages en français)

Coupées et rognées selon le format

Dimension à plat : 8,0625 po de largeur par 11 po de hauteur

Pliée en deux à 8,0625 po de largeur par 5,5 po de hauteur

Impression bilingue tête-à-tête, anglais d'un côté, français de l'autre

Brochure avec agrafage ou collage à cheval sur le côté de 8,0625 po

Quantité : 15 000 000

Sans dépassement ni déficit d'impression

EC 90334-I – Brochure trilingue, 20 pages

Papier : Rolland Enviro 100 Print, texte, 140 M, 70 livres et/ou un équivalent assujetti à l'approbation de l'autorité technique aux termes de la clause 3.5

Encre : Impression 209 au nuancier Pantone (bourgogne) et noir sur les deux côtés, pas de fond perdu

18 pages et 2 pages blanches (6 pages en inuktitut, 6 pages en anglais et 6 pages en français en plus de deux pages blanches comme couverture arrière)

Coupées et rognées selon le format

Dimension à plat : 8,0625 po de largeur par 11 po de hauteur

Pliée en deux à 8,0625 po de largeur par 5,5 po de hauteur

Impression en inuktitut d'abord, suivi de l'anglais, puis du français, pas de tête-à-tête

Brochure avec agrafage ou collage à cheval sur le côté de 8,0625 po

Quantité : 15 000

Sans dépassement ni déficit d'impression

Des quantités supplémentaires pourraient être demandées par l'autorité technique.

3.2.3. Notes d'avertissement – option 1 et option 2

Trois notes d'avertissement différentes sont exigées. En fonction de la destination des brochures de rappel, l'entrepreneur doit insérer l'une des trois notes d'avertissement dans chaque paquet, enveloppe ou boîte avant son envoi aux dépôts de Postes Canada. Si les quantités commandées ne permettent pas de satisfaire aux exigences d'emballage énoncées à l'Appendice 2, l'entrepreneur devra produire des unités supplémentaires afin de satisfaire à ces exigences.

- a) **Note bilingue (pour tout le Canada, à l'exception du Nunavut et du Québec)**
Papier : Rolland Rockland Canary Bond 40M, 60 livres ou un équivalent jaune, 60 livres.
Encre : noire, pas de fond perdu
Une page
Taille : 8,5 po de largeur par 11 po de hauteur
Impression d'un côté, en anglais, suivi du français
Quantité : 20 000
- b) **Note bilingue (pour le Québec seulement)**
Papier : Rolland Rockland Canary Bond 40M, 60 livres ou un équivalent jaune, 60 livres.
Encre : noire, pas de fond perdu
Une page
Taille : 8,5 po de largeur par 11 po de hauteur
Impression d'un côté, en français, suivi de l'anglais
Quantité : 5 000
- c) **Note bilingue (pour le Nunavut seulement)**
Papier : Rolland Rockland Canary Bond 40M, 60 livres ou un équivalent jaune, 60 livres.
Encre : noire, pas de fond perdu
Une page
Taille : 8,5 po de largeur par 11 po de hauteur
Impression d'un côté, en inuktitut, suivi de l'anglais
Quantité : 500

Si les quantités commandées ne permettent pas de satisfaire aux exigences d'emballage, l'entrepreneur devra produire des unités supplémentaires afin de satisfaire à ces exigences.

L'entrepreneur doit produire et livrer un produit imprimé fini conformément au calendrier de production obligatoire approuvé par l'autorité technique.

3.3. NUMÉROS DE RÉFÉRENCE D'EC

3.3.1 Brochures de rappel (option 1 ou option 2)

Les numéros de référence d'EC mentionnés à la clause 3.2 et indiqués ci-dessous pourraient être modifiés.

EC 90334 (03/2015) Bilingue (anglais et français) – Pour tout le Canada, à l'exception du Nunavut
EC 90334-I (03/2015) Trilingue (inuktitut, anglais et français) – Pour le Nunavut seulement

Les dates de révision sont communiquées par l'autorité technique au moment du déclenchement d'un scrutin.

3.3.2 Notes d'avertissement

Les notes d'avertissement n'ont actuellement pas de numéro de référence d'EC ni de date de révision.

3.4. COMPOSANTS

3.4.1. Au cours de la période menant à un scrutin, EC fournira chaque semaine à l'entrepreneur des fichiers électroniques préliminaires pour les brochures de rappel et les notes d'avertissement. Ces fichiers doivent être préparés en vue du lancement officiel de la production, qui sera signalé par l'autorité technique.

3.4.2. L'autorité technique doit fournir ce qui suit à l'entrepreneur, au jour 36 du calendrier électoral :

- a) un fichier électronique final en format PDF prêt à photographier;
- b) une épreuve couleur.

3.5. PAPIER

L'entrepreneur doit utiliser le papier décrit ci-dessous.

3.5.1 Brochures de rappel (option 1 ou option 2)

Rolland Enviro 100 Print, texte, 140 M, 70 livres, finition lisse, certifié FSC, 100 % recyclé, logo d'homologation ECO, luminosité de 88 à 96.

ET/OU

Un équivalent assujetti à l'approbation de l'autorité technique.

3.5.2 Notes d'avertissement

Rolland Rockland Canary Bond 40M, 60 livres.

ET/OU

Un papier fabriqué jaune, 60 livres.

3.6. ÉPREUVES

3.6.1 Brochures de rappel (option 1 ou option 2)

L'entrepreneur devra envoyer à l'autorité technique des épreuves haute résolution en couleur sur papier.

3.6.2 Notes d'avertissement

L'entrepreneur devra envoyer à l'autorité technique des épreuves haute résolution en couleur. Les épreuves numériques sont acceptées.

3.7. EMBALLAGE

3.7.1. L'entrepreneur doit fournir tout le matériel d'emballage nécessaire et tous les services d'emballage requis. Les spécifications sur l'emballage peuvent être modifiées à la discrétion de l'autorité technique.

3.7.2. Avant la tenue d'un scrutin, l'entrepreneur doit consulter Postes Canada afin de confirmer les spécifications en matière d'emballage et obtenir l'approbation de l'autorité technique avant de procéder à l'emballage. Ces spécifications figurent dans l'Appendice 2 et sont résumées ci-dessous.

3.7.3 Brochures de rappel (option 1)

Les paquets de 100 brochures doivent être attachés horizontalement et verticalement avec des bandes de plastique et être préparés pour envoi postal par courrier ordinaire selon les normes et exigences de Postes Canada. **À moins d'avis contraire de l'autorité technique, seuls les paquets destinés au Nunavut seront envoyés par messagerie prioritaire.**

3.7.4 Brochures de rappel (option 2)

Les paquets de 50 brochures doivent être attachés horizontalement et verticalement avec des bandes de plastique et être préparés pour envoi postal par courrier ordinaire selon les normes et exigences de Postes Canada. **À moins d'avis contraire de l'autorité technique, seuls les paquets destinés au Nunavut seront envoyés par messagerie prioritaire.**

Les quantités au-delà du compte de 100 unités par paquet seront arrondies à un compte de 50.

3.8. EMBALLAGE ET ASSEMBLAGE

- 3.8.1. L'entrepreneur doit fournir tout le matériel d'emballage nécessaire (le « matériel de support »), tel que des boîtes et des enveloppes, ainsi que tous les services d'assemblage et d'emballage nécessaires.
- 3.8.2. Avant la tenue d'un scrutin, l'entrepreneur doit consulter Postes Canada afin de confirmer les spécifications en matière d'emballage et obtenir l'approbation de l'autorité technique avant de procéder à l'emballage. Ces spécifications figurent dans l'Appendice 2 et sont résumées ci-dessous.
- 3.8.3. L'entrepreneur peut avoir besoin de boîtes de formats spéciaux pouvant contenir 3 200, 1 600 ou 800 brochures de rappel. L'entrepreneur ne doit pas utiliser de matériel de remplissage.
- 3.8.4. Les boîtes ne doivent pas peser plus de 35 livres.
- 3.8.5. L'entrepreneur doit :
- a) emballer les brochures de rappel de 8 pages dans des boîtes pouvant contenir 3 200 unités et dans des boîtes de demi-format pouvant contenir 1 600 unités;
 - b) emballer les brochures de rappel de 12 pages dans des boîtes pouvant contenir 1 600 unités et dans des boîtes de demi-format pouvant contenir 800 unités;
 - c) emballer les brochures de rappel de 20 pages dans des boîtes pouvant contenir 800 unités et dans des boîtes de demi-format pouvant contenir 400 unités.
 - d) emballer les envois trop petits pour les boîtes dans des enveloppes.
- 3.8.6. L'entrepreneur doit :
- a) étiqueter chaque boîte à destination autre que le Nunavut en utilisant l'autocollant de Médiaposte sans adresse;
 - b) apposer sur chaque boîte destinée au Nunavut une étiquette à code à barres des Messageries prioritaires;
 - c) numéroter consécutivement les boîtes destinées au même bureau de livraison (« 1 de x », « 2 de x », etc.);
 - d) marquer chaque envoi en fonction du jalon du calendrier de production obligatoire qui a été approuvé, soit sur l'étiquette ou à un endroit visible.

3.9. PRÉPARATION DE L'ENVOI POSTAL ET EXPÉDITION

- 3.9.1. EC sera responsable du compte d'expédition et des dépenses connexes engagées pour tous les envois effectués par Médiaposte sans adresse par l'intermédiaire de Postes Canada.
- 3.9.2. En prévision d'un scrutin, l'entrepreneur doit communiquer avec Postes Canada afin de s'enquérir de la portée de la préparation de l'envoi postal qui sera nécessaire et de confirmer les exigences. L'Appendice 2 contient les spécifications de Postes Canada.
- 3.9.3. En prévision d'un scrutin, l'entrepreneur, EC et Postes Canada concluront une entente sur l'interface qui établira les rôles, les responsabilités et les échéances du projet.
- 3.9.4. L'entrepreneur doit effectuer toutes les étapes de la préparation de l'envoi postal décrites à la clause 3.9 afin que Postes Canada livre les brochures dans tous les foyers à temps les jours 19, 18 et 17 du calendrier électoral, conformément au calendrier de production obligatoire approuvé.
- 3.9.5. L'entrepreneur doit charger plusieurs personnes de l'exécution de vérifications régulières de la qualité et de l'exactitude, afin de garantir l'exactitude et de prévenir tout retard possible.
- 3.9.6. L'entrepreneur doit répartir tous les envois conformément au calendrier de production obligatoire, aux termes de la clause 3.2.
- 3.9.7. Tous les envois destinés à des maisons, à des appartements et à des fermes doivent être répartis au moyen du service de courrier ordinaire (Médiaposte sans adresse, type : brochure) en collaboration avec Postes Canada, **sauf dans le cas des envois destinés au Nunavut**. Aucun envoi ne doit être adressé à des entreprises.
- 3.9.8. L'entrepreneur doit préciser la date d'envoi au moment de soumettre l'information à Postes Canada puisque la préparation de l'envoi doit être faite à une date précise.
- 3.9.9. Tous les envois destinés au Nunavut doivent être confiés aux services de messagerie prioritaire.
- 3.9.10. L'entrepreneur doit effectuer le suivi des pénuries et des surplus afin de s'assurer que tous les points de remise résidentiels sont couverts et qu'on satisfait aux exigences en matière de livraison.

- 3.9.11. L'entrepreneur doit effectuer le suivi du nombre de palettes utilisées pour chaque destination et fournir ces données à l'autorité technique à cinq jours ou moins de la date d'envoi.

3.10. ENVOIS À L'AUTORITÉ TECHNIQUE D'EC ET AU CENTRE DE DISTRIBUTION D'EC

- 3.10.1. 500 exemplaires de chaque type de brochure de rappel doivent être envoyés à l'autorité technique à l'adresse suivante :

EC, Services intégrés, Politique et Affaires publiques
30, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0M6
À l'attention de l'autorité technique

- 3.10.2. Si l'autorité technique en fait la demande, l'entrepreneur doit expédier le reste de la production à l'adresse suivante :

EC, Centre de distribution
100-440, chemin Coventry
Ottawa (Ontario) K1K 2Y5

- 3.10.3. L'entrepreneur doit confirmer l'adresse du Centre de distribution d'EC auprès de l'autorité technique avant de procéder à l'envoi.

- 3.10.4. L'entrepreneur doit apposer sur chaque boîte une étiquette qui indique (en caractères de 24 points) le titre, les numéros de référence d'EC, les dates de révision et les quantités.

- 3.10.5. Comme le précise l'Appendice 3, les envois destinés au Centre de distribution d'EC doivent être expédiés sur des palettes non retournables de 48 po de largeur sur 42 po de longueur et ne dépassant pas 54 po de hauteur (hauteur d'empilage, type brasserie, quatre entrées). Le matériel doit être manipulable par des appareils de manutention de palettes hydrauliques portatifs. **Le matériel expédié au Centre de distribution d'EC autrement que sur les palettes précisées ne sera pas accepté à la livraison.**

3.11. ENTREPOSAGE

- 3.11.1. L'entrepreneur doit entreposer tout le papier requis pour produire les imprimés décrits aux présentes en vue du 42^e scrutin à compter du 1^{er} mars 2015 jusqu'à la fin de la production.

- 3.11.2. L'entrepreneur doit entreposer une réserve pouvant atteindre 400 000 brochures de rappel dans un endroit stratégique jusqu'à ce que l'autorité technique approuve leur livraison ou leur destruction. L'autorité technique doit informer l'entrepreneur du

nombre de brochures de rappel qui doivent être entreposées et de l'endroit d'entreposage choisi dans les 10 jours ouvrables suivant l'entrée en vigueur du contrat.

3.12. PLAN DE CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS

- 3.12.1. Au cours des cinq jours suivant l'entrée en vigueur du contrat, l'autorité technique doit formuler à l'entrepreneur des commentaires sur le Plan de continuité des activités soumis dans le cadre de sa proposition, le cas échéant.
- 3.12.2. L'entrepreneur doit disposer de cinq jours ouvrables pour mettre en œuvre tous les changements au Plan de continuité des activités et soumettre le Plan à l'autorité technique pour le faire approuver.
- 3.12.3. L'entrepreneur doit mettre en œuvre le Plan de continuité des activités approuvé avant le scrutin, afin de voir à ce que les délais de livraison soient respectés en cas de panne de l'équipement ou de pénurie de ressources.

4. CONTRAINTES

4.1. HEURES D'OUVERTURE D'EC

4.1.1. Centre d'affaires d'EC

Adresse :

Centre d'affaires d'EC

30, rue Victoria, Gatineau (Québec) K1A 0M6

Heures de livraison :

Heures d'ouverture et de livraison

De 8 h à midi

De 12 h 30 à 16 h

REMARQUE :

Le Centre d'affaires est fermé de midi à 12 h 30 et est fermé les jours fériés. Aucune livraison n'est acceptée pendant ces périodes.

4.1.2. Centre de distribution d'EC

Adresse :

Centre de distribution d'EC

100-440, chemin Coventry, Ottawa (Ontario) K1K 2Y5

Heures de livraison :

De 8 h à midi

De 13 h à 16 h

REMARQUE :

Le Centre de distribution est fermé de midi à 13 h et les jours fériés. Aucune livraison n'est acceptée pendant ces périodes.

4.2. CERTIFICATION FSC

- 4.2.1. L'entrepreneur doit détenir une certification FSC valide et en vigueur pendant toute la durée du contrat.

4.3. ACCÈS AU SITE – REPRÉSENTANTS D'EC

- 4.3.1. Lorsque l'autorité technique en fait la demande, les représentants d'EC doivent avoir accès aux installations de production, d'assemblage, d'emballage, d'entreposage ou de préparation de l'entrepreneur.
- 4.3.2. Des représentants d'EC effectueront au moins une vérification de la presse dans les installations de l'entrepreneur.

4.4. ACCÈS AU SITE – REPRÉSENTANTS DE POSTES CANADA

- 4.4.1. Le premier jour de la préparation des envois postaux, Postes Canada enverra des représentants de son Unité du réseau de transport et de la vérification des revenus dans les locaux de l'entrepreneur pour qu'ils vérifient les papiers à remplir et la préparation des palettes.

4.5. AUTRES

- 4.5.1. L'entrepreneur devra produire à l'intention de Postes Canada un rapport de Schéma de tri préliminaire national relatif aux boîtes et aux films à bulles d'air. Ce rapport descriptif permet de connaître la quantité de palettes et de camions par envoi.
- 4.5.2. Les données imprimées sur les étiquettes d'adresse de messagerie prioritaire doivent être tenues à jour de manière à toujours refléter le contenu des bordereaux de livraison Médiaposte sans adresse et des étiquettes à code à barres de livraison. Elles doivent aussi correspondre au nombre d'étiquettes utilisées.
- 4.5.3. L'entrepreneur ne peut transmettre d'information par le système d'Outils électroniques d'expédition (OEE) avant le déclenchement officiel du scrutin. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les documents de Postes Canada sont imprimés et prêts à être utilisés avant le jour 34 du calendrier électoral.

- 4.5.4. À la fin des travaux, tous les composants remis au fournisseur et les dossiers des imprimés finaux utilisés pour la production (sauf les clichés) doivent être retournés à Élections Canada à l'attention de l'autorité technique.

5. SERVICES FACULTATIFS

5.1. SCRUTIN SUPPLÉMENTAIRE

- 5.1.1. Si EC exerce l'option de prolonger le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services décrits dans les sections 1, 2, 3 et 4 du présent EDT pour un scrutin supplémentaire, sous réserve des modifications mentionnées aux clauses 5.2 et 5.3, le cas échéant.

5.2. ACHAT ET ENTREPOSAGE DU PAPIER SUPPLÉMENTAIRE PAR EC

- 5.2.1. Si l'autorité technique le juge nécessaire et le demande, l'entrepreneur doit acheter et d'entreposer le papier nécessaire (le « papier supplémentaire ») et le matériel de support pour le scrutin suivant auprès d'un tiers. L'entrepreneur doit aider EC à déterminer la quantité de papier supplémentaire qu'il faut acheter.
- 5.2.2. Le jour 36 ou avant, l'autorité technique doit indiquer à l'entrepreneur les quantités nécessaires de chaque imprimé qui doit être produit.
- 5.2.3. L'entrepreneur doit, en deux jours ouvrables, aviser l'autorité technique de la quantité de chaque type de papier supplémentaire (y compris le nombre de rouleaux ou de feuilles) requis pour produire la quantité demandée de chaque produit.
- 5.2.4. Au cours des 20 jours ouvrables de la date à laquelle l'autorité technique demande à l'entrepreneur de le faire, l'entrepreneur doit acheter et faire livrer à ses installations tout le papier supplémentaire d'EC.
- 5.2.5. L'entrepreneur doit assumer la responsabilité de toute perte ou de tout dommage au papier supplémentaire.



APPENDICE 1

CALENDRIER DE PRODUCTION OBLIGATOIRE

Jour 36 (dimanche)	Composants remis à l'imprimeur. Production et approbation des épreuves.
Jour 31 (vendredi)	Premier ramassage de 25 % (3 750 000) par Postes Canada pour Vancouver et Edmonton. Postes Canada commence la livraison dans les grands centres et dans les dépôts de tout le pays.
Jour 28 (lundi)	Deuxième ramassage de 11 % (1 650 000) par Postes Canada pour Moncton, Halifax et Winnipeg. La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.
Jour 27 (mardi)	Troisième ramassage de 4 % (600 000) par Postes Canada pour Sudbury et Thunder Bay. La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.
Jour 26 (mercredi)	Quatrième ramassage de 2 % (300 000) par Postes Canada pour Toronto et Kitchener. La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.
Jour 25 (jeudi)	Cinquième ramassage de 31 % (4 650 000) par Postes Canada pour Ottawa et Québec. La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.
Jour 24 (vendredi)	Sixième ramassage de 27 % (4 050 000) par Postes Canada pour Montréal. La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.
Jour 23 (samedi)	La livraison dans les grands centres et les dépôts continue. Excédant ou imprimés produits en trop envoyés au Centre de distribution d'Élections Canada.
Jour 22 (dimanche)	La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.
Jour 21 (lundi)	La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.
Jour 20	La livraison dans les grands centres et les dépôts continue.

(mardi)	
Jours 19, 18 et 17 (mercredi, jeudi et vendredi)	Livraison de la brochure de rappel dans chaque foyer.

Remarques

- a) Ces chiffres sont approximatifs; les quantités ont été estimées sur la base des données pour l'élection générale de 2011.
- b) Les quantités peuvent changer selon la date du déclenchement de l'élection.
- c) Certaines quantités peuvent devoir être expédiées plus tôt dans le calendrier électoral en raison d'événements imprévus.
- d) Ce calendrier pourrait être également ajusté au moment de l'élection. Les jours fériés peuvent avoir une incidence sur le calendrier et réduire le temps de production. L'entrepreneur doit être en mesure de s'ajuster en conséquence.
- e) L'entrepreneur reconnaît que certaines réserves de cartes et brochures de rappel pourraient devoir être envoyées à des endroits stratégiques, tel que décidé par Élections Canada en consultation avec Postes Canada.



APPENDICE 2

INFORMATION ET EXIGENCES IMPORTANTES DE POSTES CANADA

1. SERVICE

1.1. Service hybride :

- a) Médiaposte sans adresse; ou
- b) Médiaposte sans adresse et gestion interne unique des messageries prioritaires.

1.2. Postes Canada ramassera le matériel chez l'imprimeur et à l'entreprise de préparation de courrier : jours 31, 28, 27, 26, 25 et 24.

1.3. Exigences relatives à la livraison : Postes Canada livrera aux principaux centres et dépôts : jours 23, 22, 21 et 20.

1.4. Postes Canada livrera aux ménages : jours 19, 18 et 17.

1.5. Couverture de la livraison : **maisons, appartements et fermes**, et non les entreprises.
Remarque : le choix des consommateurs ne s'applique pas.

2. DESCRIPTION ET SPÉCIFICATIONS

- 2.1. Type de pièce de courrier : brochure.
- 2.2. Format et structure de la brochure selon les spécifications du distributeur.
- 2.3. Les écritures du service Médiaposte sans adresse de Postes Canada doivent **préciser une date de livraison (ne pas utiliser la formule « Dès réception »)**. Élections Canada fournira une liste d'au plus 10 dates auxquelles l'élection pourrait être déclenchée ainsi que les dates précises du début de la livraison des brochures de rappel. Par conséquent, le fournisseur devra mettre à jour les bordereaux de livraison Médiaposte sans adresse et les étiquettes à code à barres chaque semaine, jusqu'au déclenchement de l'élection. Étant donné la configuration du logiciel Outils électroniques d'expédition (OEE), il faudra modifier dans chaque province la date de début précisée pour chaque bureau de livraison. Autrement dit, il faudra mettre à jour les documents à l'échelle du pays chaque semaine jusqu'à l'élection.
- 2.4. Postes Canada fournira un calendrier électoral mis à jour qui dressera la liste des régions de tri d'acheminement (RTA) actuelles à sélectionner et à grouper aux fins d'expédition et de distribution. La sélection en vue de l'expédition se fonde sur ce calendrier qui n'est pas nécessairement conçu en fonction des provinces. Postes Canada vérifiera les sélections avant l'expédition.
- 2.5. La sélection des RTA doit correspondre au **réseau de transport de Postes Canada**, au moyen du Schéma de tri préliminaire national. L'entrepreneur devra donc collaborer étroitement avec Postes Canada pour établir la charge des remorques, qui aura une incidence sur le processus de sélection des RTA, puisque les provinces et territoires se chevaucheront.
- 2.6. L'entrepreneur devra produire auprès de Postes Canada un rapport de Schéma de tri préliminaire national relatif aux boîtes et aux enveloppes. Ce rapport indiquera à Postes Canada la quantité de palettes et de camions par envoi.
- 2.7. Les données imprimées sur a) les étiquettes de Médiaposte sans adresse ou b) les étiquettes de Médiaposte sans adresse et les étiquettes d'adresses des Messageries prioritaires doivent être tenues à jour, car les bordereaux de livraison Médiaposte sans adresse et les étiquettes de livraison à code à barres **doivent** correspondre au nombre d'étiquettes utilisées.
- 2.8. Les étiquettes a) de la Médiaposte sans adresse ou b) de la Médiaposte sans adresse et des Messageries prioritaires doivent indiquer le nombre de boîtes utilisées pour le bureau de livraison à laquelle elles sont adressées, par exemple « 1 de 10 » à « 10 de 10 ».

- 2.9. L'entrepreneur ne peut transmettre aucune information par l'OEE avant le déclenchement officiel de l'élection. Il devra donc s'assurer que tous les documents de Postes Canada sont imprimés et prêts à être utilisés dès le jour 34 du calendrier électoral.
- 2.10. On s'attend à ce que le fournisseur rencontre régulièrement Postes Canada pour discuter de la logistique et faire un compte rendu périodique de la production avant le déclenchement de l'élection, puis de nouveau après le déclenchement de l'élection. Postes Canada et l'entrepreneur chargeront expressément des employés du suivi du projet, du début à la fin.
- 2.11. Le premier jour de la préparation des envois postaux, Postes Canada enverra des représentants de son Unité du réseau de transport et de la vérification des revenus dans les locaux du fournisseur du service de courrier pour qu'ils vérifient les papiers à remplir et la préparation des palettes.

3. PRÉPARATION DE L'ENVOI POSTAL

3.1 PAQUETS

- 3.1.1 Si la brochure contient 8 pages, la norme est de 100 brochures par paquet.
- 3.1.2 Si la brochure contient 12 ou 20 pages, la norme est de 50 brochures par paquet.
- 3.1.3 Les paquets doivent être attachés horizontalement et verticalement avec des bandes de plastique.
- 3.1.4 Il est possible d'envoyer un lot en vrac d'au plus 50 exemplaires pour atteindre le compte requis.

3.2 CONTENANTS ET BOÎTES

- 3.2.1 Des boîtes de formats spéciaux peuvent être nécessaires à l'empaquetage de boîtes de 3 200, de 1 600 ou de 800 brochures de rappel.
- e) Les brochures de rappel de 8 pages doivent être emballées dans des boîtes pouvant contenir 3 200 unités et dans des boîtes de demi-format pouvant contenir 1 600 unités.
- f) Les brochures de rappel de 12 pages doivent être emballées dans des boîtes pouvant contenir 1 600 unités et dans des boîtes de demi-format pouvant contenir 800 unités.

- g) Les brochures de rappel de 20 pages doivent être emballées dans des boîtes pouvant contenir 800 unités et dans des boîtes de demi-format pouvant contenir 400 unités.

3.2.2 Le matériel de remplissage n'est pas accepté.

3.2.3 Les boîtes pleines ne doivent pas peser plus de 35 livres.

3.2.4 Le nombre d'exemplaires envoyés en plus des liasses de 100 exemplaires sera arrondi à l'incrément de 50 le plus près.

3.2.5 On apposera sur chaque boîte l'autocollant de Médiaposte sans adresse et l'étiquette à code à barres des Messageries prioritaires.

3.2.6 Les boîtes destinées au même bureau de livraison seront numérotées consécutivement comme suit : « 1 de x », « 2 de x », etc.

3.3 ANNONCES

3.3.1 Les annonces sont placées dans le dernier contenant pour le bureau de livraison.

3.3.2 TOUS les contenants comporteront à l'intérieur une « note d'avertissement ».

3.4 PALETTES

3.4.1 Les palettes fournies par le client seront préparées selon le Schéma de tri préliminaire national, sous emballage moulant.

3.4.2 Chaque palette doit être étiquetée ainsi : étiquette de destination du Schéma de tri préliminaire national (dessus et deux côtés); note d'avertissement (4 côtés et dessus); étiquette de PC.

3.5 DONNÉES UTILISÉES

3.5.1 Les données sur les chefs de ménage correspondant au « total des points de remise » de Postes Canada (maisons, appartements et fermes, **à l'exclusion des entreprises**), valides au jour de l'envoi.

3.6 VOLUME

3.6.1 Information à venir.

3.7 LIEU DE DÉPÔT

3.7.1 Information à venir.

3.8 DATES DE DISTRIBUTION

3.8.1 Du jour 31 au jour 20.

3.9 DESTINATION/DÉPÔT

3.9.1 Lieux les plus distants d'abord, lieux les plus proches en dernier (prédéfinis).

3.10 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS OPÉRATIONNELS

3.10.1 Le choix des consommateurs **ne s'applique pas**.

3.10.2 Les destinations nécessitant un transport aérien pour satisfaire aux exigences temporelles sont indiquées; elles feront l'objet d'une distribution en conséquence à partir du point d'origine.

3.10.3 Nunavut – Pour chaque installation de livraison au Nunavut, tous les produits seront livrés par avion.

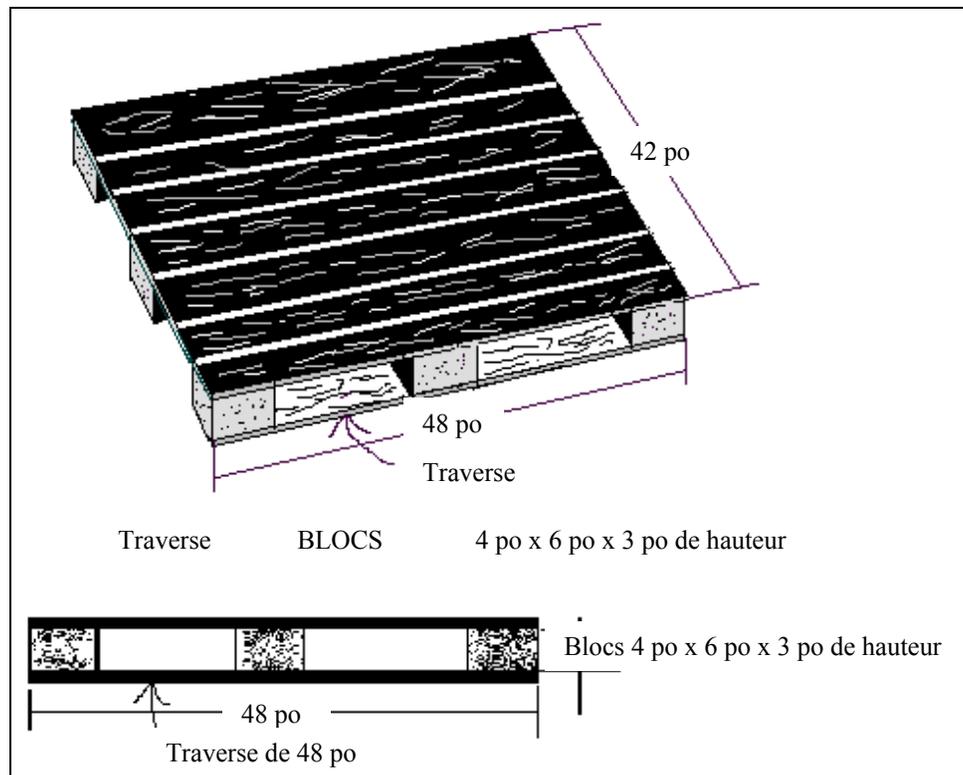


APPENDICE 3

SPÉCIFICATIONS SUR LES PALETTES ET EXEMPLE

PALETTE DE TYPE BRASSERIE

PALETTE – 4 ENTRÉES, TYPE BRASSERIE,
48 PO DE LARGEUR, 42 PO DE LONGUEUR, 3 TRAVERSES ET 3 BLOCS DE 48 PO.



Annexe B

Tableau de prix

	A	B	C
	TÂCHE	QUANTITÉ	PRIX FERME
C1. COÛT DE PRODUCTION			
Brochures de rappel - Option 1			
C1.1	EC 90334 Brochure bilingue, 8 pages 8 pages (4 pages en anglais et 4 pages en français) Référence EDT: 3.2.2 a)	[insérer] (Sans dépassement ni déficit d'impression)	[\$insérer à l'attribution du contrat] /15 000 000 premières unités [\$insérer à l'attribution du contrat] /chaque 50 000 unités additionnelles
C1.2	EC 90334-I Brochure trilingue, 12 pages 12 pages (4 pages en Inuktitut, 4 pages en anglais et 4 pages en français) Référence EDT: 3.2.2 a)	[insérer] (Sans dépassement ni déficit d'impression)	[\$insérer à l'attribution du contrat] /15 000 premières unités [\$insérer à l'attribution du contrat] /chaque 1 000 unités additionnelles
Brochures de rappel - Option 2			
C1.3	EC 90334 – Brochure bilingue, 12 pages 12 pages (6 pages en anglais et 6 pages en français) Référence EDT: 3.2.2 b)	[insérer] (Sans dépassement ni déficit d'impression)	[\$insérer à l'attribution du contrat] /15 000 000 premières unités [\$insérer à l'attribution du contrat] /chaque 50 000 unités additionnelles
C1.4	EC 90334-I - Brochure trilingue, 20 pages 18 pages plus 2 blanches (6 pages in Inuktitut, 6 pages en anglais et 6 pages en français et 2 pages blanches comme couverture arrière) Référence EDT: 3.2.2 b)	[insérer] (Sans dépassement ni déficit d'impression)	[\$insérer à l'attribution du contrat] /15 000 premières unités [\$insérer à l'attribution du contrat] /chaque 1 000 unités additionnelles
Notes d'avertissement			
C1.5	Notes d'avertissement bilingues (pour tout le Canada sauf le Nunavut et le Québec) Références EDT: 3.2.3 a)	[insérer] (Sans dépassement ni déficit d'impression)	[\$insérer à l'attribution du contrat] /20 000 premières unités [\$insérer à l'attribution du contrat] /chaque 1 000 unités additionnelles
C1.6	Notes d'avertissement bilingues (pour le Québec seulement) Référence EDT: 3.2.3 b)	[insérer] (Sans dépassement ni déficit d'impression)	[\$insérer à l'attribution du contrat] /5 000 premières unités [\$insérer à l'attribution du contrat] /chaque 1 000 unités additionnelles

C1.7	Notes d'avertissement bilingues (pour le Nunavut seulement) Référence EDT: 3.2.3 c)	[insérer] (Sans dépassement ni déficit d'impression)	\$[insérer à l'attribution du contrat] /500 premières unités \$[insérer à l'attribution du contrat] /chaque 100 unités additionnelles
SOUS-TOTAL POUR COÛT DE PRODUCTION (C1.1 + C1.2 + C1.3 + C1.4 + C1.5 + C1.6 + C1.7)			\$[insérer à l'attribution du contrat] /coût total de production
C2. COÛT DU PAPIER (pour la quantité initiale et le papier supplémentaire acheté pendant l'option de prolongation)			
C2.1	Option 1 – Reminder Brochures Références EDT: 3.2.2 a) 3.5.1	Tout stock requis pour C1.1 et C1.2	\$[insérer à l'attribution du contrat] /stock pour les premières 15 000 000 unités \$[insérer à l'attribution du contrat] /stock pour chaque 50 000 unités additionnelles
C2.2	Option 2 – Reminder Brochures Références EDT: 3.2.2 b) 3.5.1	Tout stock requis pour C1.3 et C1.4	\$[insérer à l'attribution du contrat] /stock pour les premières 15 000 000 unités \$[insérer à l'attribution du contrat] /stock pour chaque 50 000 unités additionnelles
C2.3	Notes d'avertissements Références EDT: 3.2.3 a) 3.2.3 b) 3.2.3 c)	Tout stock requis pour C1.5, C1.6, C1.7	\$[insérer à l'attribution du contrat] /quantité initiale \$[insérer à l'attribution du contrat] /stock pour chaque 100 unités additionnelles
SOUS-TOTAL POUR COÛT DU PAPIER (C2.1 + C2.2 + C2.3)			\$[insérer à l'attribution du contrat] /coût total du papier
C3. COÛT DU MATÉRIEL DE SUPPORT			
C3.1	Boîtes Référence EDT: 3.8.5	[insérer]	\$[insérer à l'attribution du contrat] /chacune
C3.2	Boîtes demi-format Référence EDT: 3.8.5	[insérer]	\$[insérer à l'attribution du contrat] /chacune
C3.3	Enveloppes Référence EDT: 3.8	[insérer]	\$[insérer à l'attribution du contrat] /chaque 100 unités

SOUS-TOTAL POUR COÛT DU MATÉRIEL DE SUPPORT (C3.1 + C3.2 + C3.3)		\$[insérer à l'attribution du contrat] /coût total du matériel de support	
C4. COÛT DE L'ENTREPOSAGE DU STOCK ET DU MATÉRIEL DE SUPPORT			
C4.1	Entreposage Les soumissionnaires doivent inscrire le prix d'entreposage mensuel pour tout le stock et le matériel de support. Référence EDT: 5.2	[insérer] mois	\$[insérer à l'attribution du contrat] /par mois
SOUS-TOTAL POUR COÛT DE L'ENTREPOSAGE DU STOCK ET DU MATÉRIEL DE SUPPORT (C4.1)		\$[insérer à l'attribution du contrat] /coût total de l'entreposage du stock et du matériel de support	
C5. COÛT DE PRÉPARATION DES ENVOIS POSTAUX			
C5.1	Préparation de l'envoi postal pour toutes les brochures de rappel et les notes d'avertissements envoyées par messagerie prioritaire Référence EDT: 3.9	Toute quantité requise pour C1	\$[insérer à l'attribution du contrat] /prix global
C5.2	Préparation de l'envoi postal pour toutes les brochures de rappel et les notes d'avertissements envoyées par Médiaposte sans adresse Référence EDT: 3.9	Toute quantité requise pour C1	\$[insérer à l'attribution du contrat] /prix global
SOUS-TOTAL POUR COÛT DE PRÉPARATION DES ENVOIS POSTAUX (C5.1 + C5.2)		\$[insérer à l'attribution du contrat] /coût total de préparation des envois postaux	
C6	Frais d'expédition et de manutention		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
C7	Honoraires		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
C8	Frais de déplacement et de subsistance		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
C9	Tous autres biens / services connexes		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
COÛT TOTAL ÉVALUÉ = COÛT DE PRODUCTION + COÛT DU PAPIER + COÛT DU MATÉRIEL DE SUPPORT + COÛT DE L'ENTREPOSAGE + COÛT DE PRÉPARATION DES ENVOIS POSTAUX (C1 + C2 + C3 + C4 + C5)		\$[insérer à l'attribution du contrat] /coût total évalué	

Annexe C
Conditions générales
Biens et services

Article 1 Interprétation

Section 1.01 Définitions

1.01.01 Dans le contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- « articles de convention » désigne les clauses et conditions reproduites en entier dans le corps du contrat; cela ne comprend pas les présentes conditions générales, les conditions générales supplémentaires, les annexes, la soumission de l'entrepreneur, ou tout autre document;
- « autorité contractante » désigne la personne désignée comme telle dans le contrat, ou dans un avis à l'entrepreneur, pour représenter Élections Canada dans l'administration du contrat;
- « biens d'EC » désigne tout ce qui est fourni à l'entrepreneur par ou pour Élections Canada, aux fins de l'exécution du contrat et tout ce que l'entrepreneur acquiert, d'une manière ou d'une autre, relativement aux travaux, dont le coût est payé par Élections Canada en vertu du contrat;
- « Canada » désigne Sa Majesté la Reine du chef du Canada;
- « contrat » désigne les articles de convention, les présentes conditions générales, toutes conditions générales supplémentaires, annexes et tout autre document intégré par renvoi, tous tels que modifiés de temps à autre avec le consentement des parties;
- « coût » désigne le coût établi conformément aux Principes des coûts contractuels 1031-2 en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du contrat;
- « Élections Canada » désigne le directeur général des Élections et toute autre personne dûment autorisée à agir en son nom;
- « entrepreneur » désigne la personne, l'entité ou les entités dont le nom figure au contrat pour fournir à Élections Canada des biens, des

	services ou les deux;
« partie »	désigne Élections Canada, l'entrepreneur ou tout autre signataire du contrat; « parties » désigne l'ensemble de ceux-ci;
« prix contractuel »	désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'entrepreneur pour les travaux, excluant toute taxe de vente applicable;
« spécifications »	désigne la description des exigences essentielles, fonctionnelles ou techniques liées aux travaux, y compris les procédures permettant de déterminer si les exigences ont été respectées;
« travaux »	désigne les activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat.

Section 1.02 Pouvoirs d'Élections Canada

Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par Élections Canada en vertu du contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.

Section 1.03 Situation juridique de l'entrepreneur

L'entrepreneur est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par Élections Canada pour exécuter les travaux. Rien dans le contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre Élections Canada et l'autre ou les autres parties. L'entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant d'Élections Canada. Ni l'entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires d'Élections Canada. L'entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

Section 1.04 Dissociabilité

Si l'une des dispositions du contrat est déclarée inapplicable par un tribunal compétent, il faut la modifier afin qu'elle soit applicable (si la loi l'autorise) ou la supprimer (si la loi l'interdit). Si la modification ou la suppression de la disposition inapplicable entraîne un manquement à l'objet essentiel du présent contrat, le contrat au complet doit être jugé inapplicable. Une fois qu'une disposition inapplicable a été modifiée ou supprimée conformément à la présente section, le reste du contrat demeure en vigueur tel que rédigé et la disposition doit toujours rester inchangée sauf lorsqu'elle est jugée inapplicable.

Section 1.05 Exhaustivité de la convention

Le contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au contrat lient les parties.

Article 2 Exécution des travaux

Section 2.01 Déclaration et attestations

2.01.01 L'entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :

- (a) il a la compétence pour exécuter les travaux;
- (b) il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux;
- (c) il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir-faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les travaux.

2.01.02 L'entrepreneur doit :

- (a) exécuter les travaux de manière diligente et efficace;
- (b) sauf pour les biens d'EC, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les travaux;
- (c) au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du contrat;
- (d) s'assurer que les travaux sont de bonne qualité et sont exécutés avec des matériaux et une mise en œuvre appropriés et satisfont aux exigences du contrat.

2.01.03 L'entrepreneur ne doit pas arrêter ou suspendre l'exécution des travaux ou d'une partie des travaux en attendant le règlement de toute dispute entre les parties concernant le contrat, sauf lorsque l'autorité contractante lui ordonne de le faire en vertu de l'Article 19.

2.01.04 L'entrepreneur doit fournir tous les rapports exigés en vertu du contrat et toute autre information qu'Élections Canada peut raisonnablement exiger de temps à autre.

2.01.05 L'entrepreneur est entièrement responsable de l'exécution des travaux. Élections Canada ne sera pas responsable des effets négatifs ou des coûts supplémentaires si l'entrepreneur suit tout conseil donné par Élections Canada, sauf si l'autorité contractante fournit le conseil par écrit à l'entrepreneur incluant une déclaration dégageant expressément l'entrepreneur de toute responsabilité quant aux effets négatifs ou aux coûts supplémentaires pouvant découler de ces conseils.

Article 3 Travaux

Section 3.01 Spécifications

- 3.01.01 Toute spécification fournie par le Élections Canada ou au nom d'Élections Canada à l'entrepreneur en relation avec le contrat appartient à Élections Canada et ne doit être utilisée par l'entrepreneur qu'en vue d'exécuter les travaux.
- 3.01.02 Si le contrat stipule que les spécifications fournies par l'entrepreneur doivent être approuvées par Élections Canada, cette approbation ne relève pas l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

Section 3.02 Condition du matériel

- 3.02.01 Sauf disposition contraire dans le contrat, le matériel fourni doit être neuf et conforme à la plus récente version du dessin, de la spécification et du numéro de pièce pertinent qui est en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions ou, s'il n'y avait pas de demande de soumissions, la date du contrat.

Section 3.03 Remplacement d'individus spécifiques

- 3.03.01 Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
- 3.03.02 Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié au contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour Élections Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
- (a) le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience;
 - (b) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par Élections Canada, s'il y a lieu.
- 3.03.03 Après avoir reçu l'avis de remplacement d'une personne précise, si l'autorité contractuelle établit que le remplaçant est acceptable, il ou elle doit faire parvenir un avis écrit à l'entrepreneur lui confirmant qu'il accepte le remplaçant.
- 3.03.04 L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément à la sous-section 3.03.02. Le fait

que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.

Section 3.04 Inspection et acceptation des travaux

- 3.04.01 Tous les travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par Élections Canada. L'inspection et l'acceptation des travaux par Élections Canada ne relèvent pas l'entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du contrat. Élections Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'entrepreneur.
- 3.04.02 L'entrepreneur doit permettre aux représentants d'Élections Canada, en tout temps durant les heures de travail, d'accéder à tous les lieux où toute partie des travaux est exécutée. Les représentants d'Élections Canada peuvent procéder à leur gré à des examens et à des vérifications. L'entrepreneur doit fournir toute l'aide, les locaux, tous les échantillons, pièces d'essai et documents que les représentants d'Élections Canada peuvent raisonnablement exiger pour l'exécution de l'inspection. L'entrepreneur doit expédier lesdits échantillons et pièces d'essai à la personne ou à l'endroit indiqué par Élections Canada.
- 3.04.03 L'entrepreneur doit inspecter et approuver toute partie des travaux avant de le soumettre pour acceptation ou livraison à Élections Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre des inspections à la fois précis et complet qu'il doit mettre à la disposition d'Élections Canada, sur demande. Les représentants d'Élections Canada peuvent tirer des copies et des extraits des registres pendant l'exécution du contrat et pendant une période maximale de trois ans après la fin du contrat.

Section 3.05 Rigueur des délais

Il est essentiel que les travaux soient livrés dans les délais prévus au contrat.

Article 4 Contrats de sous-traitance

Section 4.01 Consentement

- 4.01.01 À l'exception de ce qui est prévu à la sous-section 4.01.02, l'entrepreneur doit obtenir le consentement écrit de l'autorité contractante avant de sous-traiter ou de permettre la sous-traitance de toute partie des travaux. Un contrat de sous-traitance comprend un contrat conclu par un sous-traitant à tout échelon en vue d'exécuter toute partie des travaux.
- 4.01.02 L'entrepreneur n'est pas obligé d'obtenir un consentement pour des contrats de sous-traitance expressément autorisés dans le contrat. L'entrepreneur peut également, sans le consentement de l'autorité contractante :

- (a) acheter des produits courants en vente libre dans le commerce, ainsi que des articles et des matériaux produits par des fabricants dans le cours normal de leurs affaires;
- (b) conclure des contrats de sous-traitance pour l'obtention de services accessoires qui seraient normalement sous-traités pour l'exécution des travaux;
- (c) outre les achats et les services mentionnés aux paragraphes a) et b), sous-traiter toute partie des travaux à un ou plusieurs sous-traitants jusqu'à concurrence d'une valeur n'excédant pas dans l'ensemble 40 p.100 du prix contractuel;
- (d) permettre à ses sous-traitants à tout échelon d'effectuer des achats ou de sous-traiter comme le prévoient les paragraphes a), b) et c).

Section 4.02 Obligations des sous-traitants en vertu du contrat

- 4.02.01 Pour tout autre contrat de sous-traitance qui n'est pas visé au paragraphe 4.01.02 a), l'entrepreneur doit s'assurer, sauf avec le consentement écrit de l'autorité contractante, que le sous-traitant soit lié par des conditions qui sont compatibles avec celles du contrat et qui, de l'avis de l'autorité contractante, ne sont pas moins avantageuses pour Élections Canada que les conditions du contrat.
- 4.02.02 Le consentement donné à la conclusion d'un contrat de sous-traitance ne libère pas l'entrepreneur de ses obligations aux termes du contrat et n'a pas pour effet d'engager la responsabilité d'Élections Canada envers un sous-traitant. L'entrepreneur demeure entièrement responsable des affaires ou choses faites ou fournies par tout sous-traitant en vertu du contrat ainsi que de la rémunération des sous-traitants pour toute partie des travaux qu'ils effectuent.

Article 5 Harcèlement en milieu de travail

Section 5.01 Aucune tolérance

- 5.01.01 L'entrepreneur ne doit pas, en tant que particulier, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un entrepreneur ou une autre personne employée par Élections Canada ou travaillant sous contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'entrepreneur, l'autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

Article 6 Paiement

Section 6.01 Présentation des factures

- 6.01.01 Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures pour chaque livraison ou expédition; ces factures doivent s'appliquer uniquement au présent contrat. Chaque facture doit indiquer si elle porte sur une livraison partielle ou finale.
- 6.01.02 Les factures doivent contenir :
- (a) la date, le nom et l'adresse d'Élections Canada, les numéros d'articles ou de référence, les biens livrables et(ou) la description des travaux, le numéro du contrat, le numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA), le numéro d'entreprise de l'entrepreneur pour remise d'impôt et le ou les codes financiers;
 - (b) des renseignements sur les dépenses en conformité avec la disposition relative à la base de paiement dans les articles de convention, toute taxe de vente applicable non comprise (comme le nom des articles et leur quantité, l'unité de distribution, le prix unitaire, les tarifs horaires fermes, le niveau d'effort et les sous-contrats, selon le cas);
 - (c) les déductions correspondant à la retenue de garantie, s'il y a lieu;
 - (d) le report des totaux, s'il y a lieu;
 - (e) s'il y a lieu, le mode d'expédition avec la date, le numéro de cas et de pièce ou de référence, les frais d'expédition et tous les autres frais supplémentaires.
- 6.01.03 Toute taxe de vente applicable doit être indiquée séparément dans toutes les factures, accompagnée du numéro d'enregistrement émis par l'autorité fiscale correspondante. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels aucune taxe de vente ne s'appliquent doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures.
- 6.01.04 En présentant une facture, l'entrepreneur atteste que la facture correspond aux travaux qui ont été livrés et qu'elle est conforme au contrat.

Section 6.02 Période de paiement

- 6.02.01 Dans la mesure où Elections Canada a reçu une copie originale du contrat dûment signé, la période normale de paiement d'Élections Canada est de 30 jours. La période de paiement est calculée à compter de la date de réception d'une facture dont le format et le contenu sont acceptables conformément au contrat, ou la date de réception des travaux dans un état acceptable tel qu'exigé au contrat, selon la plus tardive des deux dates. Un paiement est considéré en souffrance le 31^e jour suivant cette date, et des intérêts seront calculés automatiquement, conformément à la Section 6.04.
- 6.02.02 Si le contenu de la facture et les renseignements connexes nécessaires ne sont pas conformes au contrat, ou si les travaux fournis ne sont pas dans un état acceptable, Elections Canada avisera l'entrepreneur dans les 15 jours suivant la réception. La période de paiement de 30 jours débute à la réception de la facture révisée ou remplacée ou après

que les travaux auront été corrigés. Le défaut d'Élections Canada d'aviser l'entrepreneur dans les 15 jours aura pour seule conséquence que la date stipulée à la sous-section 6.02.01 ne servira qu'à calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.

Section 6.03 Retenue du paiement

6.03.01 Lorsqu'un retard visé par à l'Article 18 (retard justifiable) survient, Elections Canada peut, à sa discrétion, retenir tout le paiement ou une partie du paiement dû à l'entrepreneur jusqu'à ce qu'un plan de redressement approuvé par Élections Canada soit mise en œuvre tel que prévu à l'article 18. La section 6.04 ne s'appliquent pas à l'égard de tout paiement retenu sous cette section.

Section 6.04 Intérêt sur les comptes en souffrance

6.04.01 Les définitions suivantes s'appliquent au présent article :

« date de paiement » désigne la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada afin de payer une somme exigible en vertu du contrat;

« en souffrance » désigne la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible conformément au contrat;

« taux d'escompte » désigne le taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel la Banque du Canada consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

« taux moyen » désigne la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois civil immédiatement antérieur à la date de paiement.

6.04.02 Élections Canada versera à l'entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 p.100 par an, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement inclusivement. L'entrepreneur n'est pas tenu d'aviser Élections Canada pour que l'intérêt soit payable.

6.04.03 Élections Canada versera des intérêts conformément à cet article seulement si Élections Canada est responsable du retard à payer l'entrepreneur. Élections Canada ne versera pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

Article 7 Comptes et vérification

7.01.01 L'entrepreneur doit tenir des comptes et des registres appropriés sur les coûts des travaux ainsi que des dépenses et engagements effectués à l'égard de ces travaux, et il doit conserver les factures, les récépissés et les pièces justificatives qui s'y rattachent. Il doit conserver ces registres, y compris les connaissements et les autres preuves de transport ou de livraison, pour toutes les livraisons faites en vertu du contrat.

- 7.01.02 Si le contrat comprend des paiements pour le temps consacré par l'entrepreneur, ses employés, ses représentants, ses agents ou ses sous-traitants à l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit tenir un registre du temps réel consacré chaque jour par chaque individu à l'exécution de toute partie des travaux.
- 7.01.03 L'entrepreneur, à moins d'avoir obtenu le consentement écrit d'Élections Canada pour leur disposition, doit conserver ces comptes, registres, factures, récépissés et pièces justificatives pendant six ans après le dernier paiement effectué en vertu du contrat ou jusqu'au règlement des litiges ou réclamations en cours, selon la plus tardive des deux dates. Durant ce temps, l'entrepreneur doit mettre ces documents à la disposition des représentants d'Élections Canada pour vérification, inspection et examen. Les représentants d'Élections Canada pourront tirer des copies et prendre des extraits des documents. L'entrepreneur doit mettre à leur disposition les installations nécessaires à l'occasion de telles vérifications et inspections et fournir les renseignements que les représentants d'Élections Canada lui demandent à l'occasion en vue d'effectuer une vérification complète du contrat.
- 7.01.04 Le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à la base de paiement dans les articles de convention, pourra faire l'objet d'une vérification avant et après le versement du montant. Si une vérification a lieu après le versement, l'entrepreneur convient de rembourser immédiatement tout montant excédentaire sur demande d'Élections Canada. Celui-ci peut retenir, déduire et prélever tout crédit dû en vertu du présent article et impayé de tout montant qu'Élections Canada doit à l'entrepreneur (y compris en vertu d'autres contrats). Si, à quelque moment que ce soit, Élections Canada n'exerce pas ce droit, il ne le perd pas.

Article 8 Taxes

Section 8.01 Taxes municipales

Les taxes municipales ne s'appliquent pas.

Section 8.02 Exonération des taxes provinciales

8.02.01 Sauf pour les exceptions légiférées, Élections Canada ne doit pas payer la taxe de vente imposée par la province dans laquelle les biens ou les services taxables sont livrés. Cette exonération a été accordée aux ministères et organismes fédéraux en vertu de l'une des autorisations suivantes :

(a) numéros de permis d'exonération de taxe de vente provinciale (TVP), pour les provinces suivantes :

- i. Colombie-Britannique PST-1000-5001;
- ii. Manitoba 390-516-0;

(b) pour la Saskatchewan, le Territoire du Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le

Nunavut, une certification d'exonération qui certifie que les biens ou services achetés par Élections Canada ne sont pas assujettis aux taxes de vente et aux taxes à la consommation provinciales et territoriales parce qu'ils sont achetés par le gouvernement fédéral avec des fonds publics pour utilisation par Élections Canada.

8.02.02 Actuellement, il n'y a aucune TVP en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Cependant, si la TVP était instaurée en Alberta, dans le Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, elle sera payable à moins qu'un certificat d'exonération de la taxe de vente soit inclus dans le document d'achat.

Section 8.03 Taxe de vente harmonisée

Élections Canada doit payer la TVH dans les provinces participantes. Ces provinces sont Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et l'Île du Prince Édouard.

Section 8.04 Taxe de vente du Québec

Élections Canada doit payer la taxe de vente du Québec dans la province du Québec.

Section 8.05 Paiement de la TVP par l'entrepreneur

L'entrepreneur n'est pas dispensé de l'obligation de payer la TVP en vertu des numéros de permis d'exonération ci-dessus ou de la certification d'exonération. L'entrepreneur doit payer la TVP sur les biens ou les services taxables consommés ou utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément à la législation provinciale applicable), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.

Section 8.06 Modifications aux taxes et droits

En cas de modification apportée à toute taxe ou droit payable à tout palier de gouvernement après la date de la soumission et qui modifie le coût des travaux pour l'entrepreneur, le prix contractuel sera rectifié de façon à tenir compte de l'augmentation ou de la baisse du coût pour l'entrepreneur. Toutefois, il n'y aura pas de rectification pour toute modification qui augmente le coût des travaux pour l'entrepreneur si, avant la date de la soumission, un avis public de la modification avait été communiqué de façon suffisamment détaillée pour qu'il puisse calculer l'effet du changement sur son coût. Il n'y aura pas de rectification si la modification entre en vigueur après la date de livraison des travaux prévue dans le contrat.

Section 8.07 Taxe de vente applicable

La taxe de vente applicable est comprise dans le coût estimatif total indiqué à la page 1 du contrat. La taxe de vente applicable n'est pas comprise dans le prix contractuel, mais elle sera payée par Élections Canada conformément aux dispositions de la section 6.01. L'entrepreneur s'engage à verser à l'organisme gouvernemental pertinent toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxe de

vente.

Section 8.08 Retenue d'impôt de 15 p.100

En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et du *Règlement de l'impôt sur le revenu*, Élections Canada doit retenir 15 p.100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur est un non-résident, à moins que ce dernier obtienne une dérogation valide. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

Article 9 Frais de transport et responsabilité du transporteur

- 9.01.01 Si des frais de transport sont payables par Élections Canada en vertu du contrat et que l'entrepreneur est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.
- 9.01.02 En vertu de la politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques, Élections Canada ne peut être responsable du paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens à Élections Canada (selon le point FAB ou Incoterms). Lorsque l'entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

Article 10 Documentation d'envoi

Pour l'expédition des biens, le connaissement de transport doit accompagner l'original de la facture, sauf s'il s'agit d'expéditions « payables sur livraison » (si et lorsque stipulé), auquel cas il doit accompagner l'envoi. En outre, un bordereau d'expédition doit accompagner chaque envoi et indiquer clairement le nom des articles, la quantité d'articles, les numéros de pièce ou de référence, la description des biens et le numéro du contrat, incluant le NEA. Si les biens ont été inspectés dans les locaux de l'entrepreneur, un certificat d'inspection signé doit être annexé au bordereau d'expédition normalement inclus dans l'enveloppe prévue à cette fin.

Article 11 Droit de propriété

- 11.01.01 Sauf disposition contraire dans le contrat, le droit de propriété sur les travaux ou toute partie des travaux appartient à Élections Canada dès leur livraison et leur acceptation par ou pour le compte d'Élections Canada.
- 11.01.02 Toutefois lorsqu'un paiement est effectué à l'entrepreneur à l'égard des travaux, notamment au moyen de paiements progressifs ou d'étape, le droit de propriété relié aux travaux ainsi payés est transféré à Élections Canada au moment du paiement. Ce transfert du droit de propriété ne constitue pas l'acceptation des travaux ou de toute partie des travaux par Élections Canada ni ne relève l'entrepreneur de son obligation d'exécuter les

travaux conformément au contrat.

- 11.01.03 Malgré tout transfert du droit de propriété, l'entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des travaux ou toute partie des travaux jusqu'à la livraison à Élections Canada conformément au contrat. Même après la livraison, l'entrepreneur demeure responsable de toute perte ou endommagement causé par l'entrepreneur ou tout sous-traitant.
- 11.01.04 Lorsque le droit de propriété sur les travaux ou une partie des travaux est transféré à Élections Canada, l'entrepreneur doit établir, à la demande d'Élections Canada, que ce titre est libre et quitte de tout privilège, réclamation, charge, sûreté ou servitude et signer les actes de transfert s'y rapportant et les autres documents nécessaires pour parfaire le titre qu'exige Élections Canada.

Article 12 Biens d'Élections Canada

- 12.01.01 L'entrepreneur doit utiliser les biens d'EC aux seules fins de l'exécution du contrat et ces biens demeurent la propriété d'Élections Canada. L'entrepreneur doit tenir un registre comptable adéquat de tous les biens d'EC et, si possible, les identifier comme des biens appartenant à Élections Canada.
- 12.01.02 L'entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
- 12.01.03 Tous les biens d'EC qui ne sont pas intégrés aux travaux doivent être retournés à Élections Canada sur demande. Tous les résidus et toutes les matières de rebut, les articles ou choses qui sont des biens d'EC demeurent la propriété d'Élections Canada et l'entrepreneur ne peut en disposer que conformément aux directives d'Élections Canada, sauf disposition contraire dans le contrat.
- 12.01.04 À la fin du contrat et sur demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir à Élections Canada l'inventaire de tous les biens d'EC se rapportant au contrat.

Article 13 Garantie

- 13.01.01 Malgré l'inspection et l'acceptation des travaux par Élections Canada ou au nom de celui-ci et sans limiter l'application toute autre disposition du contrat ou toute condition, garantie ou disposition, prévue par la loi, l'entrepreneur garantit, pour une période de 12 mois (ou tout autre période stipulée dans le contrat) que les travaux seront exempts de toute défectuosité liée à la conception, aux matériaux ou à la mise en œuvre et qu'ils seront conformes aux exigences du contrat. La période de la garantie commence à la date de la livraison ou, si l'acceptation a lieu à une date postérieure, à la date de l'acceptation. Toutefois, en ce qui concerne les biens d'EC qui ne sont pas fournis par l'entrepreneur, la garantie de l'entrepreneur ne vise que leur intégration adéquate aux travaux.

- 13.01.02 En cas de défectuosité ou non-conformité de quelque partie des travaux pendant la période de garantie, l'entrepreneur, sur demande d'Élections Canada doit réparer, remplacer ou rectifier, à son choix et à ses frais, le plus tôt possible, la partie des travaux jugée défectueuse ou non conforme aux exigences du contrat.
- 13.01.03 Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés aux locaux de l'entrepreneur en vue de leur remplacement, de leur réparation ou de leur rectification. Cependant, lorsqu'Élections Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. L'entrepreneur sera remboursé des frais justes et raisonnables (incluant une indemnité de déplacement et de subsistance) engagés, à l'exclusion de tout profit, déduction faite du coût correspondant à la rectification de la défectuosité ou de la non-conformité dans les locaux de l'entrepreneur.
- 13.01.04 Élections Canada doit payer les frais d'expédition des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur conformément à la sous-section 13.01.03. L'entrepreneur doit payer les frais d'expédition des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par Élections Canada.
- 13.01.05 L'entrepreneur, à ses frais, doit remédier aux effets de toute correction ou remplacement prévus dans le présent article sur l'ensemble des données et rapports, y compris la révision et la mise à jour de l'ensemble des données, manuels, publications, logiciels et dessins touchés et demandés en vertu du contrat.
- 13.01.06 Si l'entrepreneur ne s'acquitte pas d'une obligation prévue dans le présent article dans un délai raisonnable après avoir reçu un avis, Élections Canada aura le droit de remédier ou de faire remédier aux travaux défectueux ou non conformes aux frais de l'entrepreneur. Si Élections Canada ne désire pas corriger ou remplacer les travaux défectueux ou non conformes, le prix contractuel sera réduit de façon équitable.
- 13.01.07 La période de garantie est automatiquement prolongée de la période au cours de laquelle les travaux sont inutilisables en raison d'une défectuosité ou d'une non-conformité. La garantie s'applique à toute partie des travaux qui est réparée, remplacée ou par ailleurs rectifiée conformément à la sous-section 13.01.02, pendant la plus étendue des deux périodes suivantes :
- (a) la période de la garantie qui reste y compris la prolongation;
 - (b) quatre-vingt-dix jours ou toute autre période stipulée à cette fin après entente entre les parties.

Article 14 Responsabilité

L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par l'entrepreneur, ses employés, ses sous-

traitants ou ses agents à Élections Canada ou à tout tiers. Élections Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention ou expressément prévues dans les conditions générales supplémentaires qui font partie intégrante du contrat. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès) ou la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution du contrat.

Article 15 Confidentialité

Section 15.01 Confidentialité

- 15.01.01 L'entrepreneur doit garder confidentiel tous les renseignements fournis à l'entrepreneur ou mis à sa disposition par ou pour Élections Canada relativement aux travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci appartient à Élections Canada en vertu du contrat (globalement, les « renseignements d'EC »). L'entrepreneur ne doit pas divulguer de renseignements d'EC sans l'autorisation écrite d'Élections Canada. L'entrepreneur peut divulguer à un sous-traitant tous les renseignements d'EC nécessaires à l'exécution du contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à les garder confidentiels et à ne les utiliser que pour exécuter le contrat de sous-traitance.
- 15.01.02 L'entrepreneur consent à n'utiliser les renseignements d'EC qu'aux seules fins du contrat. L'entrepreneur reconnaît que tous les renseignements d'EC demeurent la propriété d'Élections Canada ou du tiers, selon le cas. Sauf disposition contraire dans le contrat, l'entrepreneur doit remettre à Élections Canada, à la fin des travaux prévus au contrat ou à la résiliation du contrat ou à tout autre moment antérieur à la demande d'Élections Canada, tous les renseignements d'EC ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note dans lesquels figurent ces renseignements.
- 15.01.03 Sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R.C. 1985, ch. A-1, et sous réserve des droits d'Élections Canada selon le contrat de communiquer ou de divulguer, Élections Canada ne doit communiquer ou divulguer en dehors du gouvernement du Canada aucun renseignement livré à Élections Canada en vertu du contrat qui appartient à l'entrepreneur ou à un sous-traitant.
- 15.01.04 Les obligations des parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :
- (a) ceux mis à la disposition du public par une autre source que l'autre partie;
 - (b) ceux communiqués à une partie par une autre source que l'autre partie, sauf lorsque la partie sait que la source s'est engagée envers l'autre partie à ne pas les

communiquer;

(c) ceux produits par une partie sans utiliser les renseignements de l'autre partie.

- 15.01.05 Dans la mesure du possible l'entrepreneur doit indiquer ou marquer tout renseignement protégé par des droits de propriété intellectuelle qui ont été livrés à Élections Canada en vertu du contrat comme étant la « propriété de (nom de l'entrepreneur), utilisations permises au gouvernement en vertu du contrat n° (inscrire le numéro du contrat) d'Élections Canada ». Élections Canada n'est pas responsable de l'utilisation ou de la divulgation non autorisée des renseignements qui auraient pu être ainsi marqués ou identifiés et qui ne l'ont pas été.
- 15.01.06 Si le contrat, les travaux ou tout renseignement mentionné à la Sous-section 14.01.01 font l'objet de la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ établie par Élections Canada, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures qui sont raisonnablement nécessaires à la sauvegarde du matériel ainsi identifié, incluant les mesures que prévoient le Manuel de la sécurité industrielle de TPSGC et ses suppléments ainsi que les autres directives du Canada.
- 15.01.07 Si le contrat, les travaux ou un renseignement visé à la Sous-section 14.01.01 sont identifiés TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL, ou PROTÉGÉ par Élections Canada, les représentants d'Élections Canada peuvent, à des fins de sécurité, inspecter les locaux de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant à tout échelon de la sous-traitance à tout moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur doit se conformer et faire en sorte que tout sous-traitant se conforme aux directives écrites d'Élections Canada relativement à tout matériel ainsi identifié, notamment en exigeant que ses employés ou ceux d'un sous-traitant signent et fournissent une déclaration concernant les vérifications de fiabilité, les autorisations de sécurité et autres mesures.

Section 15.02 Serment de discrétion

Les parties conviennent de signer tout document nécessaire à l'exécution du contrat, y compris, sans s'y limiter, un serment de discrétion à l'égard de l'information contenue dans le Registre national des électeurs, les listes électorales et tout autre dossier qui appartiennent à Élections Canada ou dont celui-ci a la charge.

Article 16 Droits d'auteur

Section 16.01 Droits d'auteur

16.01.01 Dans cette section, le mot « matériel » désigne tout ce qui est créé par l'entrepreneur dans le cadre du travail prévu au contrat, qui doit, selon le contrat, être livré à Élections Canada, et qui est protégé par un droit d'auteur. Le mot « matériel » ne comprend pas quelque chose qui a été créé par l'entrepreneur avant la date du contrat.

16.01.02 Élections Canada est titulaire du droit d'auteur sur le matériel, et l'entrepreneur doit

apposer sur le matériel le symbole du droit d'auteur et l'un ou l'autre des avis qui suivent :
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).

- 16.01.03 L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution du contrat. L'entrepreneur doit signer l'acte de transfert et les autres documents relatifs au droit d'auteur sur le matériel qui sont exigés par Élections Canada.
- 16.01.04 L'entrepreneur devra fournir, à la demande d'Élections Canada, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, de forme acceptable pour Élections Canada, de la part de chaque auteur qui a contribué au matériel. Dans les cas où l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce définitivement à ses droits moraux relativement au matériel.

Section 16.02 Utilisation et traduction de la documentation

- 16.02.01 L'entrepreneur convient qu'Élections Canada peut traduire dans l'autre langue officielle toute documentation qui lui a été livrée par l'entrepreneur et qui n'appartient pas à Élections Canada en vertu de la section 16.01. L'entrepreneur reconnaît qu'Élections Canada est propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir une traduction à l'entrepreneur. Élections Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur et tout avis de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Élections Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou d'autres problèmes qui pourraient être causés par la traduction.

Article 17 Atteintes aux droits de propriété intellectuelle et redevances

- 17.01.01 L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni Élections Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et qu'Élections Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
- 17.01.02 Si quelqu'un présente une réclamation contre Élections Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre Élections Canada, Élections Canada peut se défendre contre la réclamation ou encore demander à l'entrepreneur de défendre Élections Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
- 17.01.03 L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que :

- (a) Élections Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat;
- (b) Élections Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant);
- (c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par Élections Canada (ou par une personne autorisée par Élections Canada);
- (d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel :

« [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par Élections Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou d'Élections Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] qu'Élections Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ».

L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers Élections Canada.

17.01.04 Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou Élections Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :

- (a) prendre les mesures nécessaires pour permettre à Élections Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte;
- (b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat;
- (c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel qu'Élections Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, Élections Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux

censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser à Élections Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

Article 18 Retard justifiable

18.01.01 Le retard de l'entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au contrat à cause d'un événement qui :

(a) est hors du contrôle raisonnable de l'entrepreneur;

(b) ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;

(c) ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'entrepreneur;

(d) est survenu en l'absence de toute faute ou négligence de la part de l'entrepreneur.

sera considéré un retard « justifiable » si l'entrepreneur :

i. informe l'autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance;

ii. fournit à l'autorité contractante, aux fins d'approbation, dans les 15 jours ouvrables de l'avis précisé à l'alinéa i., un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.

18.01.02 Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.

18.01.03 Toutefois, au bout de 30 jours ou plus de retard justifiable, l'autorité contractante peut, par avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement à Élections Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.

18.01.04 Élections Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission d'Élections Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du contrat.

18.01.05 Si le contrat est résilié en vertu du présent article, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur livre à Élections Canada, selon les modalités et dans les mesures prescrites par l'autorité contractante, toutes les parties complétées des travaux qui n'ont pas été livrées ni acceptées avant la résiliation, de même que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit expressément dans l'exécution du contrat. Élections Canada paiera l'entrepreneur :

- (a) la valeur, calculée en fonction du prix contractuel, incluant la quote-part du profit ou des honoraires de l'entrepreneur inclus dans le prix contractuel, de l'ensemble de toutes les parties des travaux complétés qui sont livrés et acceptés par Élections Canada;
- (b) le coût de l'entrepreneur qu'Élections Canada juge raisonnable en ce qui concerne toute autre chose livrée à Élections Canada et acceptée par ce dernier.

Le total des sommes versées par Élections Canada en vertu du contrat jusqu'à sa résiliation et toutes sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent pas dépasser le prix contractuel.

Article 19 Suspension des travaux

- 19.01.01 L'autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou arrêter les travaux ou une partie des travaux prévus au contrat et ce, pour une période d'au plus de 180 jours. L'entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Pendant la durée visée par l'ordre de suspension, l'entrepreneur ne peut enlever les travaux ou une partie des travaux des lieux où ils se trouvent sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Au cours de la période de 180 jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en totalité ou en partie, conformément à l'Article 20, ou à l'Article 21.
- 19.01.02 L'autorité contractante peut, dans le cadre d'une ordonnance ou pendant la période de 180 jours visée à la sous-section 19.01.01, demander des renseignements à l'entrepreneur au sujet de l'état des travaux ou des factures impayées. L'entrepreneur doit répondre dans les délais prévus dans la demande.
- 19.01.03 Lorsqu'un ordre est donné en vertu de la sous-section 19.01.01, l'entrepreneur a le droit d'être remboursé des coûts supplémentaires engagés en raison de la suspension des travaux, majorés d'un profit juste et raisonnable, à moins que l'autorité contractante ne résilie le contrat à cause d'un manquement de la part de l'entrepreneur ou que celui-ci ne renonce au contrat.
- 19.01.04 En cas d'annulation d'un ordre de suspension donné en vertu de la sous-section 19.01.01, l'entrepreneur doit reprendre dès que possible les travaux conformément au contrat. Si la suspension a empêché l'entrepreneur de respecter une date de livraison stipulée dans le contrat, la date d'exécution de la partie du contrat touchée par la suspension est reportée du nombre de jours équivalant à la période de suspension ainsi que du nombre de jours que l'autorité contractante estime nécessaire à l'entrepreneur, après consultation avec celui-ci, pour reprendre les travaux, le cas échéant. Les justes redressements seront apportés, au besoin, aux conditions du contrat qui sont touchées.

Article 20 Manquement de la part de l'entrepreneur

- 20.01.01 Si l'entrepreneur manque à l'une de ses obligations prévues au contrat, l'autorité contractante peut, après avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour manquement. La résiliation entrera en vigueur immédiatement ou à l'expiration du délai prévu dans l'avis si l'entrepreneur n'a pas, dans le délai prévu, remédié au manquement selon les exigences de l'autorité contractante.
- 20.01.02 Si l'entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier sans délai le contrat ou une partie du contrat pour manquement.
- 20.01.03 Si Élections Canada donne un avis prévu aux sous-sections 20.01.01 ou 20.01.02, l'entrepreneur n'a droit à aucun autre paiement que ceux prévus au présent article. L'entrepreneur demeure redevable envers Élections Canada des pertes et des dommages subis par celui-ci en raison du manquement ou de l'événement sur lequel l'avis était fondé, y compris l'augmentation du coût, pour Élections Canada, de l'exécution des travaux par quelqu'un d'autre. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement Élections Canada la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
- 20.01.04 Dès la résiliation du contrat conformément au présent article, l'autorité contractante peut exiger de l'entrepreneur qu'il remette à Élections Canada, de la manière et dans la mesure qu'elle précise, toute partie des travaux exécutés et qui n'a pas été livrée et acceptée avant la résiliation, ainsi que tout ce que l'entrepreneur a acquis ou produit spécialement aux fins d'exécuter le contrat. Dans ce cas, moyennant la déduction de toute créance d'Élections Canada envers l'entrepreneur découlant du contrat ou de la résiliation, Élections Canada paiera à l'entrepreneur ou portera à son crédit :
- (a) la valeur, calculée à partir du prix contractuel, y compris la quote-part du profit ou de la rémunération de l'entrepreneur compris dans le prix contractuel, des parties des travaux qui ont été complétées et livrées à Élections Canada et que ce dernier a acceptées;
 - (b) le coût, pour l'entrepreneur, qu'Élections Canada juge raisonnable à l'égard de toute autre chose qui a été livrée à Élections Canada et qu'Élections Canada a acceptée.
- 20.01.05 Les sommes versées par Élections Canada en vertu du contrat, jusqu'à la résiliation, et les sommes payables en vertu du présent paragraphe ne doivent jamais dépasser, au total, le montant du prix contractuel.
- 20.01.06 Le titre de propriété sur tout ce qui est payé à l'entrepreneur appartient à Élections Canada au moment où le paiement est effectué, à moins qu'il n'appartienne déjà à

Élections Canada en vertu d'une autre disposition du contrat.

20.01.07 Si le contrat est résilié pour manquement en vertu de la sous-section 20.01.01 et que l'on détermine plus tard que la résiliation pour manquement n'était pas fondée, l'avis sera considéré constituer un avis de résiliation pour raisons de commodité émis en vertu de la Sous-section 21.01.01.

Article 21 Résiliation pour raisons de commodité

21.01.01 L'autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des travaux, en donnant un avis écrit à l'entrepreneur, résilier le contrat ou une partie du contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le contrat est résilié en partie seulement, l'entrepreneur doit poursuivre l'exécution des travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.

21.01.02 Si un avis de résiliation est donné en vertu de la sous-section 21.01.01, l'entrepreneur aura le droit d'être payé les coûts raisonnablement et dûment engagés pour l'exécution du contrat compte tenu qu'il n'a pas déjà été payé ou remboursé par Élections Canada. L'entrepreneur sera payé :

(a) sur la base du prix contractuel, pour tous les travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;

(b) le coût, pour l'entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement;

(c) les frais liés à la résiliation des travaux engagés par l'entrepreneur, à l'exclusion du coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'entrepreneur est légalement obligé de leur verser.

Élections Canada peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des travaux, si après inspection, elle ne satisfait pas aux exigences du contrat.

21.01.03 Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement Élections Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

Article 22 Cession

- 22.01.01 L'entrepreneur ne peut céder le contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'autorité contractante. Toute cession effectuée sans avoir obtenu ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les parties et le cessionnaire.
- 22.01.02 La cession du contrat ne relève pas l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat et n'impose aucune responsabilité à Élections Canada.

Article 23 Droit de compensation

Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, Élections Canada peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'entrepreneur en vertu du contrat, tout montant payable à Élections Canada par l'entrepreneur en vertu du contrat ou de tout autre contrat en cours. Élections Canada peut, en effectuant un paiement en vertu du contrat, déduire du montant payable à l'entrepreneur tout montant qui est ainsi payable à Élections Canada, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par Élections Canada.

Article 24 Modification et renonciations

Section 24.01 Modification

- 24.01.01 Pour être en vigueur, toute modification du contrat doit être faite par écrit par l'autorité contractante et le représentant autorisé de l'entrepreneur.
- 24.01.02 Bien que l'entrepreneur puisse discuter de modifications proposées aux travaux avec d'autres représentants d'Élections Canada, ce dernier n'assumera le coût de toute modification que si elle est intégrée au contrat conformément à la sous-section 24.01.01.

Section 24.02 Renonciation

- 24.02.01 Une renonciation n'est valable, ne lie les parties et ne modifie leurs droits que lorsqu'elle est faite par écrit par l'autorité contractante, dans le cas d'une renonciation d'Élections Canada, et par le représentant autorisé de l'entrepreneur, dans le cas d'une renonciation de l'entrepreneur.
- 24.02.02 La renonciation par une partie à exercer un recours pour inexécution de toute condition du contrat ne doit pas être interprétée comme une renonciation pour toute inexécution subséquente et en conséquence n'empêchera pas cette partie d'exiger l'exécution de cette condition lors d'une inexécution subséquente.

Article 25 Codes

Section 25.01 Conflit d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique du secteur public

L'entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique du secteur public ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du contrat.

Section 25.02 Code de conduite pour l'approvisionnement

L'entrepreneur atteste qu'il a lu le Code de conduite pour l'approvisionnement (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>) et qu'il accepte de s'y conformer.

Article 26 Pots-de-vin ou conflits

Section 26.01 Pots-de-vin

26.01.01 L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé d'Élections Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.

Section 26.02 Conflits

26.02.01 L'entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision d'Élections Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité contractante.

26.02.02 L'entrepreneur déclare que, au mieux de sa connaissance après s'être renseigné avec diligence, aucun conflit n'existe dans l'exécution du contrat. Si l'entrepreneur prend connaissance de quelque chose qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du contrat, il doit immédiatement en faire part à l'autorité contractante par écrit.

26.02.03 Si l'autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le contrat pour inexécution. On entend par conflit toute question, circonstance ou activité ou tout intérêt qui touche l'entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'entrepreneur d'exécuter le travail avec diligence et impartialité.

Article 27 Honoraires conditionnels

L'entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention du contrat à toute personne autre qu'un employé de l'entrepreneur remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention du contrat et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, 1985, ch. 44 (4e suppl.).

Article 28 Sanctions internationales

- 28.01.01 Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, Élections Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.
- 28.01.02 L'entrepreneur ne doit pas fournir à Élections Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
- 28.01.03 L'entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du contrat. L'entrepreneur doit immédiatement aviser Élections Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter le contrat suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l'Article 21.

Article 29 Avis

Tout avis prévu dans le contrat doit être donné par écrit et peut être livré personnellement, par messenger, par courrier, par télécopieur ou par tout autre moyen électronique qui fournit un support papier du texte de l'avis. Il doit être envoyé à l'adresse de la partie qui en est le destinataire, selon le contrat ou à toute autre adresse désignée par écrit de temps à autre. L'avis prend effet le jour de sa réception à cette adresse. Tout avis destiné à Élections Canada doit être envoyé à l'autorité contractante.

Article 30 Prorogation

Les obligations des parties concernant la confidentialité, les déclarations et les garanties prévues dans le contrat ainsi que les dispositions du contrat qu'il est raisonnable de présumer, en raison de la nature des droits et des obligations qui y sont prévus devraient demeurer en vigueur, demeurent applicables malgré l'expiration du contrat ou sa résiliation.

Article 31 Lois applicables

Section 31.01 Conformité aux lois applicables

- 31.01.01 L'entrepreneur doit se conformer aux lois applicables à l'exécution du contrat. Sur demande raisonnable d'Élections Canada, l'entrepreneur doit fournir une preuve de conformité aux lois applicables.
- 31.01.02 L'entrepreneur doit obtenir et tenir à jour à ses propres frais tous les permis, licences, approbations réglementaires et certificats exigés pour l'exécution des travaux. Sur demande de l'autorité contractante, il doit remettre à Elections Canada une copie de tout permis, licence, approbation réglementaire ou certification exigé.

Article 32 Successes et cessionnaires

Le contrat lit Elections Canada et ses successeeurs et ayants droit ainsi que l'entrepreneur et ses successeeurs et ayants droits autorises.

PARTIE 7 — ÉVALUATION TECHNIQUE

Section A Critères techniques obligatoires

N°	Critères techniques obligatoires	Méthode de notation
O1	<p>Plan de production détaillé</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à respecter les délais fixés à l'Annexe 1 — Calendrier de production obligatoire en soumettant un Plan de production détaillé pour toutes les activités nécessaires à l'exécution des travaux décrits dans l'énoncé des travaux (EDT), adapté aux dates de livraison inscrites dans le Calendrier de production obligatoire.</p> <p>Le Plan de production détaillé doit comprendre à tout le moins les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la préimpression; b) l'impression; c) la reliure; d) l'emballage; e) la préparation des envois postaux, incluant les consultations et la préparation des documents administratifs; f) la production de toutes les étiquettes et de tous les bordereaux de livraison; g) l'assemblage; h) l'emballage; et i) la préparation des palettes pour le transport. <p>En outre, le Plan de production détaillé doit comporter les renseignements suivants pour chaque activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) description du type d'équipement et de la production quotidienne; b) délais d'achèvement estimés pour chaque activité; c) nombre de personnes travaillant à l'exécution de chaque activité; d) noms et rôles des sous-traitants auxquels on ferait appel pour la réalisation des travaux, et ce, pour chaque activité. <p>Aux fins de ce critère obligatoire, la sous-traitance est autorisée pour toutes les parties du travail autres que les</p>	<p>SATISFAIT/ NON SATISFAIT</p>

N°	Critères techniques obligatoires	Méthode de notation
	<p>activités de préimpression, d'impression et de reliure. S'il a recours à des sous-traitants pour d'autres activités, le soumissionnaire doit indiquer les parties des travaux pour lesquelles il recourra à la sous-traitance. Seuls les sous-traitants qui ont prouvé leur capacité à exécuter les mêmes parties du travail dans le cadre des projets soumis en réponse au critère O3 peuvent participer aux activités en réponse au critère O1.</p> <p>Le Plan de production détaillé sera aussi évalué aux fins du critère C1.</p>	
O2	<p>Disponibilité des stocks</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à acheter, puis à livrer tout le matériel nécessaire pour le premier scrutin au plus tard le 1^{er} mars 2015. Le soumissionnaire doit indiquer la date de livraison des stocks (destination FAB).</p> <p>Dans le cas où la livraison avant le 1^{er} mars 2015 serait impossible, le soumissionnaire doit indiquer la meilleure autre date à laquelle les stocks seraient disponibles dans ses locaux.</p>	SATISFAIT/ NON SATISFAIT
O3	<p>Références de projet — Production des imprimés et préparation des envois postaux</p> <p>Le soumissionnaire doit avoir une expérience préalable dans l'exécution d'au moins deux projets de production d'imprimés et de préparation d'envois postaux de volume et de portée semblables aux travaux décrits dans l'EDT. Cette expérience doit avoir eu lieu au cours des cinq années précédant la date de clôture de l'EDT.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter deux références de projet. Ces références doivent comporter à tout le moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une description détaillée du projet; b) les dates de début et de fin du projet; c) les types d'imprimés produits; d) la quantité des imprimés; e) les exigences en matière de préparation des envois postaux; et f) la valeur du projet. <p>Aux fins de ce critère obligatoire :</p>	SATISFAIT/ NON SATISFAIT

N°	Critères techniques obligatoires	Méthode de notation
	<p>a) la sous-traitance est autorisée pour toutes les parties du travail autres que les activités de prépresse, d'impression et de reliure. S'il a eu recours à des sous-traitants dans le cadre des projets visés par la proposition, le soumissionnaire doit indiquer les parties des travaux pour lesquelles il a fait appel à des sous-traitants; et</p> <p>b) l'expression « de volume et de portée semblables » s'entend du fait que le projet portait sur la production d'imprimés en recourant à l'impression en ligne ou à l'impression offset, pour un total cumulé d'au moins cinq milliards de pieds carrés d'imprimés*, ainsi que sur l'assemblage de plusieurs éléments en vue de gros envois postaux individuels et leur préparation pour la distribution conformément aux spécifications de Postes Canada, pour au moins deux millions d'unités.</p> <p>*Par exemple : Si trois millions de livrets de 20 pages, 8.5po x 11po avaient été produits, le total cumulé de pieds carrés d'imprimés produits serait de 5 610 000 000 (5.61 milliards pieds carrés).</p> <p>Les deux références de projet présentées seront aussi évaluées aux fins du critère C2.</p>	
O4	<p>Preuves de l'engagement du soumissionnaire</p> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que s'il se voit octroyer un contrat, il s'engage à traiter ces travaux comme une priorité dès que le scrutin sera annoncé et à procéder immédiatement aux travaux afin de respecter les échéances.</p> <p>La proposition doit être accompagnée d'une lettre signée par le président-directeur général ou le président officiel du soumissionnaire ou par son représentant désigné. Cette lettre doit confirmer l'engagement du soumissionnaire envers ce projet pour Élections Canada et reconnaître l'importance du rôle du soumissionnaire dans la satisfaction de l'exigence.</p>	SATISFAIT/ NON SATISFAIT
O5	<p>Plan de continuité des activités</p> <p>Au moment de la clôture de la DP, le soumissionnaire doit disposer d'un plan de continuité des activités (PCA). Le PCA doit faire la preuve de la capacité de continuer les activités dans chacune des installations physiques mentionnées dans la proposition et où les travaux exigés en vertu du contrat sont exécutés, y compris les installations appartenant à une même entité juridique que le soumissionnaire, à des partenaires dans une coentreprise ou à des sous-traitants. Tous ces PCA doivent être joints à la proposition.</p>	SATISFAIT/ NON SATISFAIT

N°	Critères techniques obligatoires	Méthode de notation
	<p>Au minimum, chaque PCA doit démontrer la capacité du soumissionnaire à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) obtenir rapidement des stocks supplémentaires comparables; et b) réaliser la réimpression, la finition et l'emballage de trois millions de brochures de rappel (selon les spécifications de l'option 2 décrites à la clause 3.2 de l'EDT) de manière à respecter l'échéance s'il advenait qu'un envoi doive être remplacé ou que des exemplaires supplémentaires soient nécessaires. <p>Le PCA détaillé sera aussi évalué aux fins du critère C3.</p>	
O6	<p>Certification du Forest Stewardship Council</p> <p>Le soumissionnaire doit détenir une certification du Forest Stewardship Council (FSC) valide et en vigueur à la date de clôture de la DP et il doit joindre une copie du certificat du FSC à sa proposition.</p>	SATISFAIT/ NON SATISFAIT

Section B Critères d'évaluation technique cotés

Le tableau suivant présente un résumé des critères à prendre en considération dans le cadre la présente section, « Section B – Critères d'évaluation technique cotés », ainsi que la méthodologie de notation pour chaque critère.

N°	Critères techniques cotés	Exigences de soumission	Méthode de notation
C1	<p>Plan de production détaillé et approche du soumissionnaire</p> <p>Le Plan de production détaillé soumis pour satisfaire au critère O1 doit démontrer que le soumissionnaire dispose des compétences et des ressources de gestion de projet nécessaires pour effectuer le travail, démontrant ainsi une bonne compréhension du projet.</p> <p>Aux fins de ce critère obligatoire, la sous-traitance est autorisée pour toutes les parties du travail autres que les activités de préimpression, d'impression et de reliure. S'il a recours à des sous-traitants, le soumissionnaire doit indiquer les parties des travaux pour lesquelles il recourra à la sous-traitance. Seuls les sous-traitants qui ont prouvé leur capacité à exécuter les mêmes parties du travail dans le cadre des projets soumis en réponse au critère O3 peuvent participer aux activités en réponse au critère C1.</p>	<p>Identiques aux exigences de soumission décrites au critère O1.</p>	<p>Le maximum de 30 points sera réparti comme suit.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Jusqu'à un maximum de 10 points sera attribué si le Plan de production détaillé démontre que le soumissionnaire a adopté une approche de gestion globale pour le projet et qu'il a une bonne compréhension de ce dernier. <ol style="list-style-type: none"> a. 10 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une excellente compréhension des exigences du projet. Le Plan de production détaillé : (1) dépasse toutes les exigences énoncées dans l'EDT; (2) constitue une excellente base pour la réussite du projet. b. 8 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une très bonne compréhension des exigences du projet. Le Plan de production détaillé : (1) satisfait à toutes les exigences énoncées dans l'EDT et en dépasse certaines; (2) constitue une très bonne base pour la réussite du projet. c. 6 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une bonne compréhension des exigences du projet. Le Plan de production détaillé : (1) satisfait à toutes les exigences énoncées dans l'EDT, mais n'en dépasse aucune; (2) constitue une

N°	Critères techniques cotés	Exigences de soumission	Méthode de notation
			<p>base pour la réussite du projet.</p> <p>d. 4 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une compréhension limitée des exigences du projet. Le Plan de production détaillé : (1) ne satisfait pas à toutes les exigences énoncées dans l'EDT; (2) ne constitue qu'une base limitée pour la réussite du projet.</p> <p>e. 0 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire ne comprend pas les exigences du projet. Le Plan de production détaillé : (1) satisfait à très peu des exigences énoncées dans l'EDT; (2) n'offre aucune base pour la réussite du projet.</p> <p>2. Jusqu'à un maximum de 10 points sera attribué si le Plan de production détaillé décrit correctement les activités à exécuter pour la réalisation du projet.</p> <p>a. 10 points = Le Plan de production détaillé inclut toutes les activités à exécuter et décrit leur exécution de manière détaillée.</p> <p>b. 8 points = Le Plan de production détaillé inclut toutes les activités à exécuter, à l'exception d'une ou deux, ou ne décrit que très peu les sous-activités nécessaires à leur exécution.</p> <p>c. 6 points = Le Plan de production détaillé inclut toutes les activités à exécuter, à l'exception de trois à cinq d'entre elles, ou ne décrit pas les sous-</p>

N°	Critères techniques cotés	Exigences de soumission	Méthode de notation
			<p>activités à exécuter.</p> <p>d. 4 points = Le Plan de production détaillé inclut moins de la moitié des activités à exécuter.</p> <p>e. 0 point = Le Plan de production détaillé n'inclut qu'un nombre limité des activités à exécuter.</p> <p>3. Jusqu'à un maximum de 10 points sera attribué si le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire comprend les exigences en matière d'envois postaux décrites à la clause 3.9 de l'EDT.</p> <p>a. 10 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une excellente compréhension des exigences en matière de préparation des envois postaux.</p> <p>b. 8 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une très bonne compréhension des exigences en matière de préparation des envois postaux.</p> <p>c. 6 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une bonne compréhension des exigences en matière de préparation des envois postaux.</p> <p>d. 4 points = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire a une compréhension limitée des exigences en matière de préparation des envois postaux. Le Plan de production détaillé : (1) ne satisfait pas à toutes les exigences énoncées dans</p>

N°	Critères techniques cotés	Exigences de soumission	Méthode de notation
			<p>l'EDT; (2) ne constitue qu'une base limitée pour la réussite du projet.</p> <p>e. 0 point = Le Plan de production détaillé montre que le soumissionnaire ne comprend pas les exigences en matière de préparation des envois postaux.</p>
<p>C2</p>	<p>Références de projet — Production des imprimés et préparation des envois postaux</p> <p>Les deux projets soumis en réponse au critère O3 doivent démontrer que le soumissionnaire a déjà mené à bien des projets de volume et de portée semblables.</p> <p>Aux fins du présent critère :</p> <p>a) la sous-traitance est autorisée pour toutes les parties du travail autres que les activités de préimpression, d'impression et de reliure. S'il a eu recours à des sous-traitants dans le cadre des projets visés par la proposition, le soumissionnaire doit indiquer les parties des travaux pour lesquelles il a fait appel à des sous-traitants;</p> <p>b) l'expression « de volume et de portée semblables » s'entend du fait que le projet portait sur la</p>	<p>Les deux références de projet devraient inclure :</p> <p>a) une description détaillée du projet;</p> <p>b) les dates de début et de fin du projet;</p> <p>c) les types d'imprimés produits;</p> <p>d) la quantité et la taille des imprimés;</p> <p>e) la date de livraison indiquée par le client du soumissionnaire;</p> <p>f) tous les événements imprévus qui pourraient avoir causé (ou ont causé) des retards, et la manière dont ils ont été atténués, afin de réduire ou d'éviter les retards;</p> <p>g) la date réelle à laquelle les imprimés ont été livrés au client;</p> <p>h) les exigences pour la</p>	<p>Jusqu'à un maximum de 10 points par référence de projet sera attribué pour chacune des deux premières références soumises (total maximum de 20 points), comme suit :</p> <p>a. 10 points = La référence de projet montre que le soumissionnaire a réussi l'exécution du projet avant la date limite.</p> <p>b. 8 points = La référence de projet montre que le soumissionnaire a livré les imprimés à la date prévue et qu'il n'a accusé aucun retard.</p> <p>c. 6 points = La référence de projet montre que le soumissionnaire a livré les imprimés à la date prévue malgré certains retards qu'il a réussi à atténuer.</p> <p>d. 4 points = La référence de projet montre que le soumissionnaire a livré les imprimés en retard, mais ce retard n'a pas excédé cinq jours ouvrables. Le soumissionnaire n'a réussi à atténuer aucun retard.</p> <p>e. 0 point = La référence de projet montre que le soumissionnaire a livré les imprimés avec plus de cinq jours de retard. Le soumissionnaire n'a réussi à atténuer aucun retard.</p>

N°	Critères techniques cotés	Exigences de soumission	Méthode de notation
	<p>production d'imprimés en recourant à l'impression en ligne ou à l'impression offset, pour un total d'au moins sept milliards de pieds carrés d'imprimés, ainsi que sur l'assemblage de plusieurs éléments en vue de gros envois postaux individuels et leur préparation pour la distribution conformément aux spécifications de Postes Canada, pour au moins deux millions d'unités.</p> <p>*Par exemple : Si trois millions de livrets de 20 pages, 8.5po x 11po avaient été produits, le total cumulé de pieds carrés d'imprimés produits serait de 5 610 000 000 (5.61 milliards pieds carrés).</p>	<p>production et l'assemblage;</p> <p>i) les exigences pour la livraison;</p> <p>j) le nom de la personne ou de l'organisation cliente;</p> <p>k) les coordonnées du client complètes et à jour; et</p> <p>l) les noms, les rôles et les responsabilités de tous les sous-traitants utilisés pour le projet.</p>	
C3	<p>Plan de continuité des activités</p> <p>Le PCA soumis en réponse au critère O5 doit démontrer la capacité du soumissionnaire à terminer le travail à temps malgré les événements qui pourraient entraver ses activités normales.</p>	<p>Identiques aux exigences de soumission décrites au critère O5. S'y ajoute cependant une description de la mesure dans laquelle le soumissionnaire a préparé un PCA et l'a mis en œuvre au sein de son organisation.</p>	<p>Le maximum de 25 points sera réparti comme suit.</p> <p>1. Jusqu'à un maximum de 6 points sera attribué si la description de la mesure dans laquelle le soumissionnaire a préparé un PCA et l'a mis en œuvre au sein de son organisation fournit suffisamment de détails pour démontrer que le soumissionnaire a établi :</p> <p>a. 3 points = une équipe de gestion d'entreprise responsable de la continuité des activités et chargée de rôles et de responsabilités bien définis;</p> <p>b. 3 points = des protocoles pour la continuité des activités établissant les interventions en fonction</p>

N°	Critères techniques cotés	Exigences de soumission	Méthode de notation
			<p>des différents niveaux de gravité des incidents, jusqu'à la reprise après sinistre.</p> <p>2. Jusqu'à un maximum de 9 points sera attribué si la description de la mesure dans laquelle le soumissionnaire a préparé un PCA et l'a mis en œuvre au sein de son organisation fournit suffisamment de détails pour démontrer que le PCA :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. 3 points = fait partie intégrante des politiques et des procédures d'entreprise du soumissionnaire; b. 2 points = a été éprouvé pour sa pertinence « dans la vraie vie »; c. 2 points = a été examiné et révisé, au besoin, pour qu'il demeure à jour; d. 2 points = a été communiqué à tous les échelons de l'entreprise. <p>3. Jusqu'à un maximum de 10 points sera attribué si le PCA démontre que le soumissionnaire a des chances de réussir, même s'il devait acheter des stocks comparables et réaliser la réimpression, la finition et l'emballage de trois millions de brochures de rappel supplémentaires (conformément aux spécifications de l'option 2 décrites dans l'EDT).</p> <ul style="list-style-type: none"> a. 10 points = Le PCA dépasse les attentes, offrant ainsi d'excellentes chances de réussite. b. 8 points = Le PCA répond à toutes les attentes et en dépasse certaines, offrant ainsi de très bonnes chances de réussite. c. 6 points = Le PCA répond à toutes les attentes, mais

N°	Critères techniques cotés	Exigences de soumission	Méthode de notation	
			<p>ne les dépasse pas, offrant ainsi de bonnes chances de réussite.</p> <p>d. 4 points = Le PCA répond à certaines des attentes, n'offrant ainsi que des chances de réussite limitées.</p> <p>e. 0 point = Le PCA ne répond pas aux attentes, n'offrant ainsi aucune chance de réussite.</p>	
			C1 =	/ 30 points
			C2 =	/ 20 points
			C3 =	/ 25 points
			TOTAL (C1 + C2 + C3) =	/ 75 points

Partie 8 – Critères d'évaluation financière

1. Gabarit de proposition de prix (section A)

- 1.1 Les offrants doivent présenter leurs prix en remplissant la section A de l'appendice A à la partie 8 (le « gabarit de proposition de prix »).
- 1.2 Les prix affichés dans le tableau des prix doivent comprendre, le cas échéant, tous les coûts directs et indirects pour faire les travaux décrits dans l'EDT, incluant, sans restriction, tous les matériaux, les approvisionnements, l'équipement, la main d'œuvre, les traitements, les salaires, les frais de gestion et les taxes, les droits de douanes canadiennes et les taxes d'accises, (collectivement les « coûts »). Tous les prix indiqués dans le tableau des prix doivent être en dollars canadiens. Ils doivent inclure les droits de douanes et les taxes d'accises le cas échéant, et exclure les taxes de vente applicables.
- 1.3 Les prix dans le tableau des prix ne doivent pas inclure les coûts d'expédition des CIE; ces coûts seront facturés par la SCP et chargés directement à EC.
- 1.4 Les chiffres inscrits dans la colonne B du gabarit de proposition de prix ne sont que des facteurs de pondération à des fins d'évaluation financière et ne sont pas un engagement minimal d'Élections Canada à acheter selon ces quantités.

2. Indexation du papier - Coût de transaction de base du papier (section B)

- 2.1 Les offrants doivent présenter leurs coûts de transaction de base du papier aux cents livres pour le papier pour le texte soumis pour les sections C2.2 et C2.3 du gabarit de proposition de prix.

Partie 8 – Appendice A

A. Gabarit de proposition de prix

Note aux soumissionnaires: Les quantités indiquées dans la colonne B ne sont que des facteurs de pondération indiqués à des fins d'évaluation.

A	B	C
TÂCHE	QUANTITÉ POUR ÉVALUATION	PRIX FERME
C1. COÛT DE PRODUCTION		
Brochures de rappel - Option 1		
C1.1	EC 90334 Brochure bilingue, 8 pages 8 pages (4 pages en anglais et 4 pages en français) Référence EDT: 3.2.2 a)	16 000 000 (Sans dépassement ni déficit d'impression)
		\$ _____ /15 000 000 premières unités \$ _____ /chaque 50 000 unités additionnelles
C1.2	EC 90334-I Brochure trilingue, 12 pages 12 pages (4 pages en Inuktitut, 4 pages en anglais et 4 pages en français) Référence EDT: 3.2.2 a)	20 000 (Sans dépassement ni déficit d'impression)
		\$ _____ /15 000 premières unités \$ _____ /chaque 1 000 unités additionnelles
Brochures de rappel - Option 2		
C1.3	EC 90334 – Brochure bilingue, 12 pages 12 pages (6 pages en anglais et 6 pages en français) Référence EDT: 3.2.2 b)	16 000 000 (Sans dépassement ni déficit d'impression)
		\$ _____ /15 000 000 premières unités \$ _____ /chaque 50 000 unités additionnelles
C1.4	EC 90334-I - Brochure trilingue, 20 pages 18 pages plus 2 blanches (6 pages in Inuktitut, 6 pages en anglais et 6 pages en français et 2 pages blanches comme couverture arrière) Référence EDT: 3.2.2 b)	20 000 (Sans dépassement ni déficit d'impression)
		\$ _____ /15 000 premières unités \$ _____ /chaque 1 000 unités additionnelles
Notes d'avertissement		
C1.5	Notes d'avertissement bilingues (pour tout le Canada sauf le Nunavut et le Québec) Références EDT: 3.2.3 a)	25 000 (Sans dépassement ni déficit d'impression)
		\$ _____ /20 000 premières unités \$ _____ /chaque 1 000 unités additionnelles

C1.6	Notes d'avertissement bilingues (pour le Québec seulement) Référence EDT: 3.2.3 b)	6 000 (Sans dépassement ni déficit d'impression)	\$ _____/5 000 premières unités \$ _____/chaque 1 000 unités additionnelles
C1.7	Notes d'avertissement bilingues (pour le Nunavut seulement) Référence EDT: 3.2.3 c)	1 000 (Sans dépassement ni déficit d'impression)	\$ _____/500 premières unités \$ _____/chaque 100 unités additionnelles
SOUS-TOTAL POUR COÛT DE PRODUCTION (C1.1 + C1.2 + C1.3 + C1.4 + C1.5 + C1.6 + C1.7)			\$ _____/coût total de production
C2. COÛT DU PAPIER (pour la quantité initiale et le papier supplémentaire acheté pendant l'option de prolongation)			
C2.1	Option 1 – Reminder Brochures Références EDT: 3.2.2 a) 3.5.1	Tout stock requis pour C1.1 et C1.2	\$ _____/stock pour les premières 15 000 000 unités \$ _____/stock pour chaque 50 000 unités additionnelles
C2.2	Option 2 – Reminder Brochures Références EDT: 3.2.2 b) 3.5.1	Tout stock requis pour C1.3 et C1.4	\$ _____/stock pour les premières 15 000 000 unités \$ _____/stock pour chaque 50 000 unités additionnelles
C2.3	Notes d'avertissements Références EDT: 3.2.3 a) 3.2.3 b) 3.2.3 c)	Tout stock requis pour C1.5, C1.6, C1.7	\$ _____/quantité initiale \$ _____/stock pour chaque 100 unités additionnelles
SOUS-TOTAL POUR COÛT DU PAPIER (C2.1 + C2.2 + C2.3)			\$ _____/coût total du papier
C3. COÛT DU MATÉRIEL DE SUPPORT			
C3.1	Boîtes Référence EDT: 3.8.5	10 000	\$ _____/chacune
C3.2	Boîtes demi-format Référence EDT: 3.8.5	10 000	\$ _____/chacune

C3.3	Enveloppes Référence EDT: 3.8	500	\$ _____/chaque 100 unités
SOUS-TOTAL POUR COÛT DU MATÉRIEL DE SUPPORT (C3.1 + C3.2 + C3.3)			\$ _____/coût total du matériel de support
C4. COÛT DE L'ENTREPOSAGE DU STOCK ET DU MATÉRIEL DE SUPPORT			
C4.1	Entreposage Les soumissionnaires doivent inscrire le prix d'entreposage mensuel pour tout le stock et le matériel de support. Référence EDT: 5.2	48 mois	\$ _____/par mois
SOUS-TOTAL POUR COÛT DE L'ENTREPOSAGE DU STOCK ET DU MATÉRIEL DE SUPPORT (C4.1)			\$ _____/coût total de l'entreposage du stock et du matériel de support
C5. COÛT DE PRÉPARATION DES ENVOIS POSTAUX			
C5.1	Préparation de l'envoi postal pour toutes les brochures de rappel et les notes d'avertissements envoyées par messagerie prioritaire Référence EDT: 3.9	Toute quantité requise pour C1	\$ _____/prix global
C5.2	Préparation de l'envoi postal pour toutes les brochures de rappel et les notes d'avertissements envoyées par Médiaposte sans adresse Référence EDT: 3.9	Toute quantité requise pour C1	\$ _____/prix global
SOUS-TOTAL POUR COÛT DE PRÉPARATION DES ENVOIS POSTAUX (C5.1 + C5.2)			\$ _____/coût total de préparation des envois postaux
C6	Frais d'expédition et de manutention		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
C7	Honoraires		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
C8	Frais de déplacement et de subsistance		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
C9	Tous autres biens / services connexes		À inclure dans C1, C2, C3, C4 et C5
COÛT TOTAL ÉVALUÉ = COÛT DE PRODUCTION + COÛT DU PAPIER + COÛT DU MATÉRIEL DE SUPPORT + COÛT DE L'ENTREPOSAGE + COÛT DE PRÉPARATION DES ENVOIS POSTAUX (C1 + C2 + C3 + C4 + C5)			\$ _____/coût total évalué

B. Indexation du papier – coût de transaction de base

1. Papier de couverture soumis pour C2.2:

[insérer] lb à un coût de transaction de base de \$[insérer] aux cent livres, et qui représente [insérer] p. cent du ou des prix unitaires.

Nom de la marque de fabrique et du fournisseur de papier : [insérer].

2. Papier de couverture soumis pour C2.3:

[insérer] lb à un coût de transaction de base de \$[insérer] aux cent livres, et qui représente [insérer] p. cent du ou des prix unitaires.

Nom de la marque de fabrique et du fournisseur de papier : [insérer].

Impression des brochures de rappel et des notes d'avertissement

Partie 9

Attestations

Attestations

1. Proposition indépendante

1.1. Je, soussigné, au nom de _____ [insérer le nom du soumissionnaire] (le « soumissionnaire »), en soumettant la proposition ci-jointe (la « proposition ») à Élections Canada pour [insérer le nom du besoin], déclare ce qui suit et certifie que ces déclarations sont vraies et complètes à tous les égards :

- (a) j'ai lu et je comprends le contenu de la présente attestation;
- (b) je comprends que la proposition sera disqualifiée si les déclarations contenues dans la présente attestation ne sont pas vraies ou complètes à tous les égards;
- (c) je suis autorisé(e) par le soumissionnaire à signer la présente attestation et à soumettre la proposition en son nom;
- (d) toutes les personnes dont la signature apparaît sur la proposition ont été autorisées par le soumissionnaire à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer la proposition en son nom;
- (e) aux fins de la présente attestation et de la proposition, je comprends que le mot « concurrent » s'entend de tout organisme ou personne autre que le soumissionnaire, affilié ou non au soumissionnaire, qui :
 - i. s'est vu demander de soumettre une proposition à la suite de la demande de propositions;
 - ii. pourrait éventuellement soumettre une proposition à la suite de la demande de propositions compte tenu de ses qualifications, de ses habiletés et de son expérience;
- (f) le soumissionnaire déclare (cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes, s'il y a lieu) :
 - i. qu'il a établi la proposition en toute indépendance, sans collusion et sans avoir communiqué ou établi d'ententes ou d'arrangements avec un concurrent;

ou

 - ii. qu'il a consulté un ou plusieurs concurrents au sujet de la présente demande de propositions ou qu'il a communiqué ou établi une entente ou un arrangement avec un ou plusieurs d'entre eux, et qu'il a divulgué, dans les documents ci-joints, tous les détails s'y rapportant, y compris le nom des

concurrents ainsi que la nature et les raisons de ces consultations, communications, ententes ou arrangements;

- (g) sans limiter la généralité de ce qui précède aux sous-paragraphes (f)i. et (f)ii., le soumissionnaire déclare qu'il n'y a pas eu de consultations, de communications, d'ententes ou d'arrangements avec un concurrent relativement :
- i. aux prix;
 - ii. aux méthodes, aux facteurs ou aux formules pour établir les prix;
 - iii. à l'intention ou à la décision de soumettre ou de ne pas soumettre une proposition;
 - iv. à la soumission d'une proposition qui ne répond pas aux spécifications de la demande de propositions;
- à l'exception de ce qui est spécifiquement divulgué conformément au sous-paragraphes (f)ii.;
- (h) il n'y a pas eu de consultations, de communications, d'ententes ou d'arrangements avec un concurrent en ce qui concerne les détails liés à la qualité, à la quantité, aux spécifications ou à la livraison des biens ou des services visés par la présente demande de propositions, sauf ceux qui ont été spécialement autorisés par l'autorité contractante ou spécifiquement divulgués conformément au sous-paragraphes (f)ii.;
- (i) les modalités de la proposition n'ont pas été et ne seront pas intentionnellement divulguées par le soumissionnaire, directement ou indirectement, à un concurrent avant la première des dates suivantes, soit l'heure de l'ouverture officielle des propositions, soit l'attribution du contrat, à moins qu'il n'ait été tenu de le faire par la loi ou qu'il ait été spécialement tenu de les divulguer conformément au sous-paragraphes (f)ii.

2. Programme de contrats fédéraux

2.1. Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi est destiné à aborder la question du désavantage que peuvent subir les quatre groupes désignés suivants : les femmes, les peuples autochtones, les personnes ayant un handicap et les personnes membres de minorités visibles. Davantage d'information est disponible sur le site Web des Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC).

2.2. Le soumissionnaire atteste que (veuillez cocher une seule des options suivantes) :

- (a) il ne compte pas de main d'œuvre au Canada;
- (b) il est un employé du secteur public;
- (c) il est un [employeur régi par le gouvernement fédéral](#) assujetti à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;

- (d) il compte une main d'œuvre combinée de moins de 100 employés. Une main d'œuvre combinée comprend : des employés permanents à temps plein ou à temps partiel et des employés temporaires. Les employés temporaires comprennent uniquement les employés ayant travaillé 12 semaines ou plus durant une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein;
- (e) il compte une main d'œuvre combinée au Canada de 100 employés et plus; et
- i. il possède déjà un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et à jour, mis en place avec RHDC-Travail.

OU

- ii. il a soumis l'[Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à RHDC-Travail. Vu qu'il s'agit d'une condition pour l'octroi du contrat, veuillez compléter le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), le signer dûment et le transmettre à RHDC-Travail.

2.3. Le soumissionnaire atteste aussi que (veuillez cocher une seule des options suivantes);

- i. il n'est pas une coentreprise;

OU

- ii. il est une coentreprise. Dans l'éventualité où le soumissionnaire est une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante une attestations contenant l'attestation énoncée à la section 2.2 des présentes Attestations.

3. Ancien fonctionnaire

3.1. Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

3.2. Aux fins de la présente clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, tout ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (a) un individu;
- (b) un individu qui s'est incorporé;
- (c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de service, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension dans la fonction publique* (LFPF), L.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LFPF. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. D-10, à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, c. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5 et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

- 3.3. Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire recevant une pension conformément à la définition énoncée ci-dessus? **OUI** **NON**

Dans l'affirmative, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire recevant une pension, soit affiché sur les sites Web ministériels dans le cadre des rapports sur la divulgation proactive publiés conformément à l'*Avis sur la Politique des marchés : 2012-2* et aux *Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés*.

- 3.4. Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? **OUI** **NON**

Dans l'affirmative, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
 - (b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
 - (c) la date de la cessation d'emploi;
 - (d) le montant du paiement forfaitaire;
 - (e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
 - (f) la période correspondant au paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date d'achèvement et le nombre de semaines;
 - (g) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.
- 3.5. Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, y compris la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.
- 3.6. En déposant une proposition, le soumissionnaire atteste que l'information qu'il a fournie pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.